

# LA SUCCESSION AU REGIME GAULLISTE EST OUVERTE

par Harris PUISAIS (Page 3.)

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

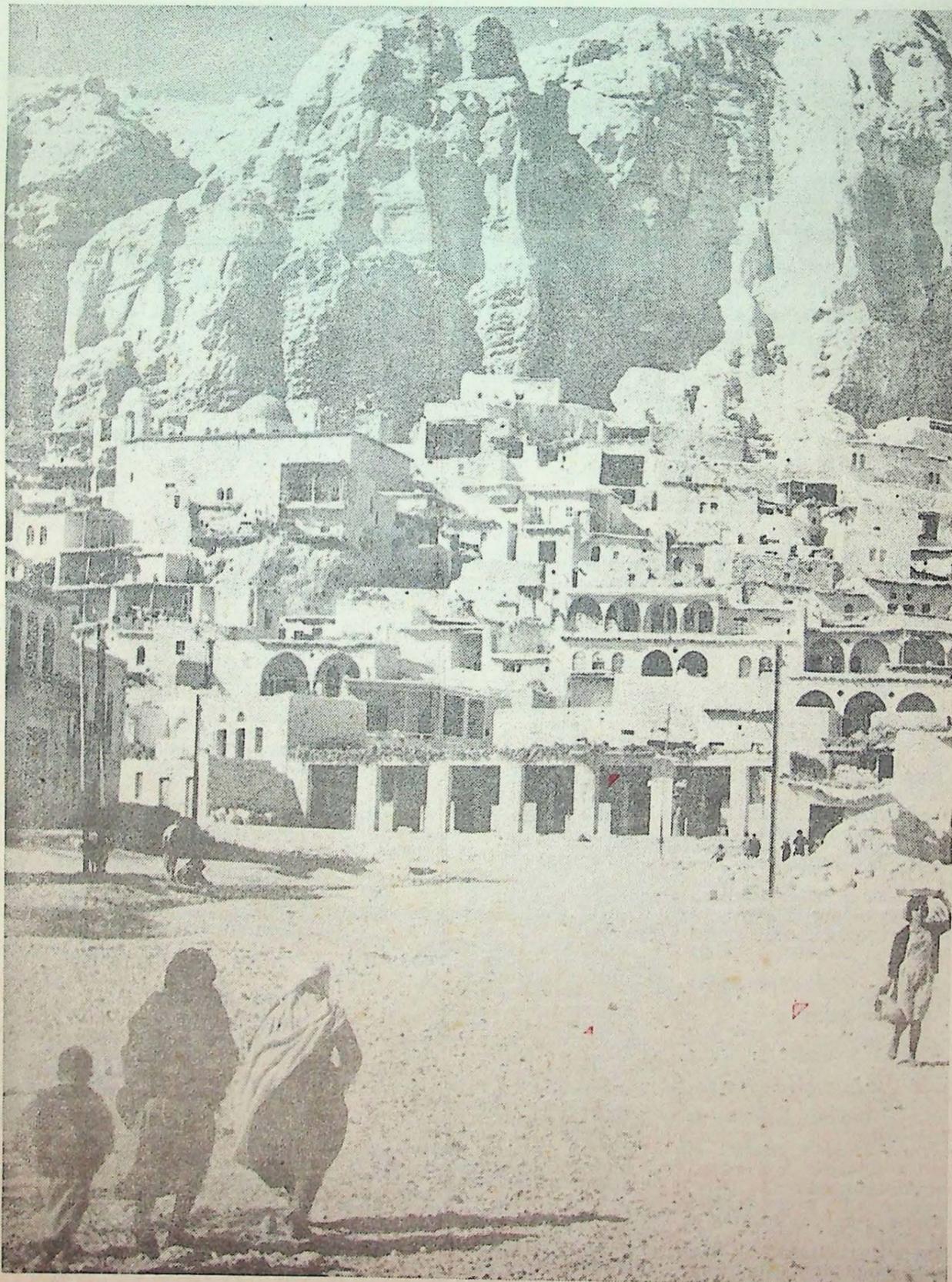
UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 260. — 13 NOVEMBRE 1965

## Impressions sur la Syrie

par Guy DESSON



Un antique village accroché au rocher — Maaloula — on y parle encore l'araméen.

(Archives - T.S.)

**P**OUR le voyageur, l'expansion d'un pays se traduit autrement qu'en statistiques et pourcentages comparatifs. Mieux, en effet, qu'une courbe ascendante, la multiplicité des chantiers consacrés à d'autres perspectives que les « beaux quartiers », la qualité du matériel, l'état des routes, la modernisation des aérodromes, l'absence de bidonvilles et la succession de campagnes bien cultivées traduisent concrètement le progrès.

Tel est incontestablement le cas de la République Arabe Syrienne. Le fait est sans doute mal connu en France, mais il est aisé à vérifier, car, après tout, Damas n'est pas le bout du monde.

Sans doute, pourrait-on objecter qu'une semaine c'est bien court pour permettre des prises de position, mais de la capitale syrienne à Alep, en passant par Homs et Hama, de la vallée de l'Oronte à Lattaquié, vaste port moderne qui s'érige maintenant là où les Croisés ancrèrent péniblement leurs nefes, nous avons, les uns et les autres, parcouru des milliers de kilomètres...

Dans la diversité des sols, des altitudes, des paysages, nous avons traversé des dizaines et des dizaines de villages.

Villages de toute nature, adossés à des ruines antiques, ou plaqués contre la montagne, les uns déjà importants, d'autres plus humbles. Maisons cubiques ici, là en pain de sucre. Pierre ou terre battue. Mais, tous, tous sans exception, présentaient une construction neuve : l'école.

Et sur les sentiers y conduisant, ces théories d'enfants de tous les âges que l'école appelait ou dispersait au rythme des heures.

Maintenant le savoir n'est plus le privilège des riches marchands d'Alep ou de Damas. Le clergé n'a plus le monopole de l'enseignement. Il n'y a pas tellement longtemps que la France a franchi ce pas décisif.

Des hommes jeunes servent cette jeune République. Un ministre des Affaires étrangères de vingt-sept ans. Un gouverneur de trente... qui, le soir, ne craint pas de se rendre à la réunion de section de son parti.

Tout cela, nous l'avons vu, comme nous avons constaté l'intérêt passionné du peuple pour les choses de l'Etat. Car la notion de patrie s'est substituée à celle de clan.

Militer pour son parti, ce n'est plus se ranger dans une clientèle.

Du coup, bien des perspectives sont changées et bien des espoirs permis.

Pages 6 et 7 : L'agriculture en Syrie, par Serge MALLET

# Arguments pour la campagne présidentielle

Dans le cadre de la campagne du P.S.U. à l'occasion des élections présidentielles, la rédaction de T.S. présente, étalé sur quatre numéros, un rappel du programme du Parti. Nous rappelons à nos lecteurs que le Projet de Contre-Plan a été édité dans le numéro 216 de T.S. et la

Plate-forme présidentielle dans le numéro 217.

Dans les deux prochains numéros, nous rappellerons les principes fondamentaux de notre politique économique et sociale qui sont repris dans la stratégie du Contre-Plan. Ensuite, nos positions en matière de politique étrangère.

**terrard, les membres du P.S.U. sont unanimes pour considérer que la lutte pour une alternative socialiste au gaullisme se continuera au-delà de l'élection présidentielle.**

Cette élection nous fournit l'occasion d'exposer nos thèses en développant la campagne autonome du

Parti sur ses propres propositions politiques.

La campagne du Parti visera donc les objectifs suivants :

- abolition du régime et de tout son système institutionnel,
- **établissement d'une véritable démocratisation de la vie publique dans tous ses aspects : économique, culturel, politique.**

**Voici nos propositions concernant les institutions :**

## La Constitution : réforme ou refonte ?

Le gaullisme peut être envisagé selon deux optiques : accident historique ou conjonction occasionnelle de deux phénomènes qui se complètent : d'une part, la personnalité de De Gaulle, d'autre part, l'avènement au pouvoir avec ce dernier d'un courant néo-capitaliste reposant sur des structures solides.

Pour ceux qui se bornent à la première analyse, la lutte contre le gaullisme se bornera à dénoncer certains aspects de la politique du pouvoir : viol de la constitution par le Président de la République, mépris des institutions. On se contentera donc de réclamer, soit une « véritable application de la constitution de 1958 », soit une révision de celle-ci mais seulement pour en aménager les aspects les plus « choquants ». Et ainsi une certaine partie de l'opposition de gauche limite son opposition à l'abrogation de l'article 16 et à ce qui touche les pouvoirs du Président de la République.

Notre propos est fondamentalement différent : bien sûr, nous ne contestons pas le caractère transitoire et fragile de la personnalité de De Gaulle (c'est avec raison que l'on a pu écrire que le plus grand échec du gaullisme était l'obligation faite à De Gaulle de se représenter pour permettre à son système de survivre).

**Mais ce qui fait réelle-**

**ment le danger et le caractère nocif du gaullisme, ce sont les forces politiques dont il est le porte-parole.**

**C'est à sa politique économique et sociale qu'on peut juger ce qu'est réellement le gaullisme :**

le caractère profondément réactionnaire du 4<sup>e</sup> Plan, l'aggravation des inégalités sociales qu'il a entraînées ; plus récemment, le processus de « déplanification » engagé avec le Plan de stabilisation et le redoutable frein à l'expansion qu'il représente (avec ses risques de chômage) sont autant de signatures de son caractère de classe, de ses objectifs réactionnaires et antidémocratiques.

La Constitution de 1958 est le support et l'arme institutionnelle de cette politique de classe. Une contestation du gaullisme qui laisserait de côté sa politique économique et sociale ne serait pas une contestation sérieuse. De la même manière, l'acceptation de la Constitution de 1958, même amendée de quelques articles gênants, ne saurait être une contestation valable.

**La lutte contre le gaullisme implique la lutte pour l'abolition de sa constitution et l'instauration d'un régime de transition vers le socialisme.**

## Vers la démocratie socialiste

Quelle que soit l'option qu'ils avaient prise lors du Conseil Na-

tional quant à l'appréciation de **la candidature de F. Mit-**

## Démocratie et efficacité

A cette fin, nous proposons :

**1°) Création d'une Assemblée nationale élue au suffrage universel et d'une Assemblée des Producteurs désignée en fonction de l'importance numérique des différents groupes.** Le rôle de cette assemblée est de préparer et de contrôler la politique économique et en particulier le Plan.

En matière de législation du Travail et de législation sociale, c'est elle également qui aura l'initiative.

**2°) Attribution à l'Assemblée nationale du pouvoir exécutif.**

Au début de chaque législature, formation d'un gouvernement représentatif de la majorité issue des élections. Ce gouvernement passe avec l'Assemblée un contrat de gouvernement comprenant notamment les grandes lignes du Plan dont la durée coïncide avec celle de la législature.

**En cas d'éclatement de la majorité et de conflit entre le gouvernement et l'Assemblée, le recours au suffrage universel est automatique.**

Ainsi est préservée la double nécessité : démocratie et efficacité.

**3°) Nécessité de créer une véritable décentralisation.**

Ce qui s'exprime à tous les niveaux :

- création d'assemblées locales

et régionales calquées sur les deux Assemblées nationales avec élaboration de plans régionaux,

— réforme administrative comportant le regroupement des petites communes en unités plus grandes et des départements en régions, ainsi que la création de districts urbains ; toutes ces unités disposant de moyens financiers réels et d'une extension de leurs pouvoirs.

**4°) Démocratisation de l'information** avec publicité très large des questions à débattre afin d'obtenir le maximum de discussion à la base, condition première d'une véritable vie démocratique.

**5°) Autonomie de grands corps indépendants** et création de services nationaux autonomes concernant les points suivants :

- Habitat,
- Education nationale,
- Information,
- Santé publique.

Le pouvoir judiciaire devra être réformé afin d'affirmer son indépendance véritable.

**Le système de gestion tripartite (usagers - administration - pouvoirs publics) devra être étendu au maximum de services nationaux.**

**6°) Définition par la Constitution des mécanismes de la Planification démocratique et du droit de contrôle des travailleurs sur l'entreprise.**

## LA CAMPAGNE AUTONOME DU P.S.U.

### Premiers meetings et réunions-débats prévus

**LUNDI 15 NOVEMBRE**  
PARIS - ETUDIANTS H.E.C. : Georges Servet.

**MERCREDI 17 NOVEMBRE**  
ORLEANS : Gilles Martinet.  
CHAMPIGNY : Georges Servet et Georges Gontcharoff.  
PALAISEAU : Pierre Beregovoy.  
MODANE : Christian Melet et Gabriel Léotard.  
SEZANNE : Jacques Kergoat.

**JEUDI 18 NOVEMBRE**  
GRENOBLE : Gilles Martinet.  
AUXERRE : Marc Heurgon.  
GUERET (Jeunes) : Philippe Labreaux.

**VENDREDI 19 NOVEMBRE**  
BRIANÇON : Gilles Martinet.  
REIMS (Etudiants) : Alain Badiou.  
DIJON : Marc Heurgon.  
ROANNE : Edouard Depreux.  
LEVALLOIS : Georges Servet et Georges Gontcharoff.  
ALFORTVILLE : Henri Longeot et Henri Leclerc.  
ETUDIANTS DROIT, Sciences-Po et Lettres Paris : Serge Mallet.

**SAMEDI 20 NOVEMBRE**  
GAP : Gilles Martinet.  
MARLY-LE-ROI : Serge Mallet.

**LUNDI 22 NOVEMBRE**  
MONTPELLIER : Serge Mallet.  
ORSAY : Georges Servet.

KREMLIN-BICETRE : Manuel Bridier et Henri Leclerc.  
ROUEN : Gilles Martinet.  
MOUTIERS : Christian Melet et Gabriel Léotard.

**MARDI 23 NOVEMBRE**  
MIGENNES : Jean Poperen.  
VILLEURBANNE : Jean Beaupère.  
PARIS-14<sup>e</sup> : Marc Heurgon et Jacques Kergoat.  
PARIS-OUEST : Gilles Martinet, Claude Bourdet, Daniel Mayer.

**MERCREDI 24 NOVEMBRE**  
LOUVIERS et EVREUX : Daniel Mayer.  
CLAMART : Gilles Martinet et Georges Gontcharoff.  
DREUX : Marc Heurgon.

**JEUDI 25 NOVEMBRE**  
ROMANS et VALENCE : Gilles Martinet.  
ANGERS : Marc Heurgon et Jean-Claude Gillet.  
VANVES : Edouard Depreux et Charles Picant.  
SURESNES : Henri Longeot et Georges Gontcharoff.

**VENDREDI 26 NOVEMBRE**  
SAINT-ETIENNE : Gilles Martinet.  
NANTERRE : Edouard Depreux et Henri Longeot.  
POITIERS (Etudiants) : Marc Heurgon et Jean-Claude Gillet.

SAINT-QUENTIN : Claude Bourdet.  
ARRAS : Guy Desson.  
BOULOGNE-SUR-MER : Jean Poperen.

ROMAINVILLE : Pierre Stibbe et Georges Gontcharoff.  
AUBERVILLIERS : Serge Mallet.  
BURES-SUR-YVETTE : Daniel Frachon.  
CHOISY-LE-ROI : Christian Guerche et Henri Leclerc.  
SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE : Michel Hollard.

LYON-CROIX-ROUSSE : André Barthélemy et Jean Beaupère.

**SAMEDI 27 NOVEMBRE**  
CHEVREUSE : Robert Verdier.  
PERIGUEUX : Marc Heurgon.  
CLERMONT-FERRAND : Gilles Martinet.  
SCEAUX : Edouard Depreux et Henri Leclerc.

AVRANCHES : Michel Fontes.  
**LUNDI 29 NOVEMBRE**  
PARIS, Etudiants Centrale : Marc Heurgon.  
PARIS, Etudiants Médecine : Gilles Martinet et Jean-Marie Vincent.

**MARDI 30 NOVEMBRE**  
CAEN : Serge Mallet.  
AMIENS : Jean Poperen.  
LIMOURS : Paul Parisot.  
**MERCREDI 1<sup>er</sup> DECEMBRE**  
SAINTES : Gilles Martinet.  
PARIS, Etudiants Sciences : Jean-Marie Vincent.

SOISSONS : Jean Poperen.  
**JEUDI 2 DECEMBRE**  
ALBERT : Henri Longeot.  
MACON : Edouard Depreux.  
BRIVE : Serge Mallet.  
**VENDREDI 3 DECEMBRE**  
CALAIS : Claude Bourdet.  
TULLE et EGLETONS : Serge Mallet.  
CHALON-SUR-SAONE : Edouard Depreux.

## Le matériel pour la campagne présidentielle

Les affichettes sont sorties (cf. dernier numéro de « T.S. »), le jeu de 7 affichettes : 35 centimes.

Les déliants seront prêts le 15 novembre, 30 F le mille.

Commandes de matériel : « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>. C.C.P. « Tribune Socialiste » 58-26-65 Paris. Paiement à la commande.

## Dimanche 14 novembre

Réunion des élus P.S.U. de l'Ouest à Saint-Brieuc, sous la présidence d'Y. Le Foll, maire de St-Brieuc, en présence d'Edouard Depreux et Marc Heurgon.

## Deux nouvelles sections P.S.U. dans la Somme

— A Albert, réunion animée, le samedi 6 novembre, par Marc Heurgon et Charles Blineau, secrétaire fédéral. Une section P.S.U. existe désormais ; une réunion publique sera organisée dans le cadre de la campagne présidentielle, avec la participation d'Henri Longeot.

— A Abbeville, fondation, également, d'une section P.S.U., au cours d'une réunion tenue le dimanche 7 novembre.

# SE BATTRE CONTRE LE CHANTAGE GAULLISTE

éditorial

OUI, le dernier discours du général de Gaulle est un acte historique.

Il condamne sans appel le régime issu du 13 mai, il montre où peut en arriver le pouvoir personnel et à quelle puérité peut atteindre un vieillard solitaire, orgueilleux et méprisant.

Plus que jamais, nous avons eu la preuve que nous avons raison lorsque nous jugions que la Constitution de 1958, faite sur mesure pour de Gaulle, ne pouvait aboutir qu'à l'impasse politique.

Le régime gaulliste est un régime sans successeur possible. Hors de Gaulle, il est condamné à disparaître.

Oui, c'est bien cette certitude-là qui ressort de ce discours dont le ton cynique nous fait crier au scandale, certitude qui, énoncée par de Gaulle, devient un suprême chantage :

« Je sais, nous dit-il, que le régime est sans successeur et que les pires catastrophes pourront arriver quand je disparaîtrai, mais tant que je serai là, elles pourront être évitées.

« Par conséquent, pour maintenir l'ordre et repousser l'inéluctable échéance, il faut voter pour moi, de Gaulle. »

Cet appel démagogique au peuple français se concluant ainsi par la formule hypocritement suggérée : Pour voter contre le vide, votez de Gaulle.

Oui, vraiment, quel piètre discours, sans contenu politique, sans grandeur.

Quel habile discours, disent certains qui, yeux fermés et oreilles bouchées, se complaisent dans cette « humiliation » dénoncée par Pierre Mendès-France.

Comment ne peuvent-ils pas voir l'échec politique du gaullisme !

Où est le régime stable dont on nous vante les mérites et qui n'a comme issue que cette alternative d'échec : de Gaulle seul ou le chaos ?

Où est cette formation politique qui devait bâtir une « nouvelle république » et qui est incapable de succéder à son tout-puissant et vieillissant guide ? A moins, demain, d'y parvenir par des moyens factieux.

Tant de suspense, de silence, de mise en scène..., pour en arriver à ce discours ! Quelle désillusion ce doit être pour les gaullistes plus sentimentaux que politiques !

Et que dire des réactions politiques ? Dans quel monde désabusé vivons-nous, atteint du même mal d'incivisme et de facilité !

Il y a 25 ans, un tel discours aurait vu se lever à travers le monde les grands démocrates exigeants, honnêtes et justes.

Aujourd'hui, la plupart des hommes d'Etat restent prisonniers de leurs opportunités. Ils font de la stratégie, à défaut de morale. Ils commentent, analysent ou « reconnaissent positif », mais ils ne s'insurgent pas contre un langage et une interprétation qui, méprisant les hommes, est une insulte à leur dignité.

Eh bien, oui, nous devons crier notre désaccord, réaffirmer notre hostilité, démystifier cette attitude indigne d'un citoyen.

★

Il est vrai que l'aveu de de Gaulle ouvre la succession du régime.

Dans le combat pour l'élection présidentielle, il ne peut y avoir place, dans la phase actuelle, pour aucune dérobade.

On ne peut admettre l'indifférence ou le refus. Quelles qu'aient été les réserves préalablement exprimées, quels que soient les regrets ou les restrictions, il ne peut y avoir d'attitude équivoque.

Que nos campagnes soient solidaires ou autonomes, notre but doit être le même : il faut apporter au candidat de la gauche le plus grand nombre de voix possible. Il faut, en soutenant François Mitterrand, le convaincre d'aller plus loin que la seule arithmétique de l'unité.

L'alternative que nous avons toujours prédite est là, claire et précise.

Dans la succession à de Gaulle, deux camps s'affrontent.

D'un côté, il y a ceux qui ne veulent son échec que pour mieux consolider une société politique et économique calquée sur le passé. Ils sont en désaccord de clan avec le gaullisme, mais se recommandent d'un même conservatisme social, d'une même structure capitaliste, d'une même conception équivalente, dans la coexistence des nations : ceux-là, les bien-pensants, veulent faire du gaullisme sans de Gaulle.

De l'autre côté, et nous en sommes, il y a ceux qui veulent profiter de l'expérience de ces sept dernières années, et créer une force politique nouvelle.

Pour nous, la lutte politique du 5 décembre serait insuffisante si elle n'aboutissait pas à cimenter une réelle unité des forces de gauche.

Et les alliances politiques qui devront faire face, demain, aux séquelles du gaullisme, ne pourront pas seulement se réaliser par de simples additions de voix. Il leur faudra nécessairement se mettre d'accord sur les éléments essentiels d'un programme politique, le signer et prendre l'engagement de l'appliquer.

Il faut que cette campagne serve à clarifier les options, à préciser les accords politiques, à mieux souder la gauche, à la débarrasser de ses faiblesses.

Nous savons bien que l'avenir de la gauche dépendra, le 6 décembre, du nombre de voix obtenues par François Mitterrand.

Il est vrai qu'avec 5 millions, la gauche subirait un grave échec et que, par contre, 7 millions au moins lui garantiraient de fortes chances de réussite.

Bien des choses pourraient alors changer. Aussi bien du côté de la S.F.I.O. qu'au sein du P.C., et aussi parmi ceux qui, à gauche, hésitent à s'engager, déçus ou méfiants.

A condition que s'impose à tous une volonté de dépasser les vieilles habitudes, alibis des états-majors, et de faire admettre la priorité des idées sur celle des tactiques et des combines.

Notre Parti, abordant cette campagne présidentielle avec un tel état d'esprit, entend ne rien abandonner de ses principes, mais au contraire, proposer ses propres solutions, les populariser, appeler à se regrouper avec lui tous ceux qui veulent fermement créer les meilleures conditions pour l'unité des forces socialistes.

Dès maintenant, face à une droite divisée au premier tour, mais qui se regroupera au second, le P.S.U. est présent dans le combat que mène la gauche, présent avec son originalité, ses exigences, son dynamisme et ses idées.

Par son action, le P.S.U. entend être à l'avant-garde de la lutte contre le pouvoir personnel.

Plus que jamais, il en dénonce l'imposture.

Harris PUISAIS.

## AIDEZ LE P.S.U.

M. Pinay a été saisi de vertige, lorsqu'on a offert de mettre à sa disposition une somme astronomique qu'un hebdomadaire a évaluée à 2 milliards d'anciens francs, auxquels s'ajoutait un poste émetteur. Tout cela n'est pas perdu pour tout le monde ! Le candidat, qui aura utilisé l'O.R.T.F. pour une campagne électorale de sept ans, dispose en fait de ressources plus considérables encore. Le problème de la

démocratie en régime capitaliste — et plus particulièrement en régime gaulliste — est ainsi posé d'une manière claire et il nous appartient, dans notre campagne autonome, d'appeler l'attention des électrices et des électeurs ainsi mystifiés sur cet aspect de la question.

Nous sommes et resterons handicapés par la modicité de nos moyens matériels. La comparaison avec les autres — avec tous

les autres — laisse rêveur. Il est touchant que de nombreux amis aient répondu à nos appels et envoyé leur obole à Louise Lemée, 81, rue Mademoiselle, soit par chèque bancaire à son ordre, soit par chèque postal (C.C.P. Paris 46.41.25). Au moment où j'écris ces lignes, la souscription a dépassé le chiffre de 30.000 F (3 millions d'anciens francs).

Etant donné les dépenses inévitablement engagées, en dépit

de toutes les économies que nous pourrions réaliser, grâce à notre seule richesse, le dévouement de nos militants, il est indispensable qu'elle atteigne 50.000 francs.

Je compte sur tous les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE, les amis, les sympathisants, pour qu'ils accomplissent un effort proportionnel à leurs possibilités, afin que nous atteignions et, si possible, dépassions, rapidement ce chiffre.

# QUI ÊTES-VOUS ?... JEAN LECANUET

AUX dernières élections municipales, les candidats dits centristes avaient remporté un succès incontestable. Ils avaient marqué des points à la fois contre l'U.N.R. — souvent faiblement implantée au niveau local — et contre une gauche souvent divisée et sclérosée (que l'on songe, par exemple, à la victoire de Pradel à Lyon, à celle d'André Morice à Nantes).

En maints endroits, la S.F.I.O. elle-même était apparue comme ayant partie liée avec les notables M.R.P. et indépendants. Il ne restait plus, sous couvert de rénovation, qu'à grouper les « centristes » de tout poil dans la « grande Fédération » de Gaston Defferre. On sait comment l'opération devait échouer, après avoir abouti à un tête-à-tête entre les vieux appareils M.R.P. et S.F.I.O. A noter qu'une des raisons de l'échec a été la réticence manifestée par les partis réunis dans le « Comité des Démocrates » — radicaux, M.R.P., indépendants — à soutenir la candidature de Gaston Defferre à la présidence de la République. Le M.R.P. notamment — connaissant les tendances gaullisantes de son électoral — répugnait à jouer le sort de la « Fédération » dans la bataille présidentielle.

Cependant l'abandon de Defferre et le soutien apporté par la S.F.I.O. à la candidature de François Mitterrand rendaient plus difficile par les centristes le choix d'un candidat. Ce n'est pas un mystère que tout l'été ils en ont cherché un, comme Diogène cherchait un homme avec sa lanterne. C'est ainsi que le « Comité des Démocrates » a entrepris des démarches auprès d'Antoine Pinay, démarches qui montrent bien — même si elles déplaisaient à certains éléments du parti radical et du M.R.P. — que nos « centristes » sont, en réalité, des conservateurs. Mais l'ancien président du Conseil ne pouvait risquer d'arriver loin derrière de Gaulle et sans doute en troisième position, après François Mitterrand.

Devant le refus du vieux tanneur de Saint-Chamond, les centristes ont tenté de persuader certaines personnalités moins marquées politiquement de se présenter : Louis Armand, ancien directeur général de la S.N.C.F., Pierre Sudreau, ancien ministre de de Gaulle, qui démissionna du gouvernement à la veille du référendum de novembre 1962, Louis Roche, président du Conseil économique et social. Ce fut en vain. C'est alors que le sénateur Jean Lecanuet, abandonnant pour la circonstance la présidence du M.R.P., décida de se jeter à l'eau.

## Le mythe Kennedy

Agé de quarante-cinq ans, Jean Lecanuet est le plus jeune des candidats à la présidence de la République. Agrégé de philosophie, il fut aussi un résistant courageux (arrêté en 1944 avec une équipe qui avait saboté la voie ferrée Lille-Bruxelles, il s'évada grâce à la complicité d'un gardien). Après avoir fait carrière dans les cabinets ministériels de la IV<sup>e</sup> République, il fut élu en 1951 député de la Seine-Maritime grâce aux apparentements (il avait obtenu 9,6 % des suffrages, contre 28,2 % aux communistes et 17,6 % aux gaullistes qui n'avaient pas d'élu). Battu aux élections législatives en 1956 et en 1958, il fut élu sénateur en 1959 et appelé en 1960 à la présidence du groupe M.R.P. au Palais de Luxembourg. Tout récemment, il tenta de s'opposer à l'élection de Gaston Monnerville à la tête de la Haute Assemblée.

La jeunesse du candidat centriste, son physique agréable sont pour lui des atouts dans la compétition présidentielle. Mais ce sont là, il est vrai, des qualités qu'il partage avec le candidat de la gauche, François Mitterrand.

Dans une plaquette éditée par le « Comité des Démocrates », on peut lire ces lignes : « Il suffit de le voir apparaître sur l'écran de la télévision pour qu'aussitôt on soit frappé par sa présence et son dynamisme ! Par l'âge, « l'étiquette » démocratique, l'humanisme chrétien, les idées et le regard posé lucidement sur les affaires du monde, voilà bien le style Kennedy ! »

On a demandé aussi à Mitterrand s'il aimerait s'inspirer de Kennedy !... En fait, dans le contexte français, le « kennedysme » apparaît comme un

mythe, « une contremarque » — pour reprendre l'expression de M. Lecanuet lui-même, à propos de l'étiquette « travailliste » dont certains voulaient affubler la « Fédération » deferriste.

## Lecanuet et Mitterrand

Etant donné que Jean Lecanuet et François Mitterrand ont participé, l'un et l'autre, à cette tentative manquée, il n'est pas sans intérêt de confronter les positions qu'ils affichent aujourd'hui dans l'arène présidentielle.

Alors qu'il était réticent à l'égard de la « grande Fédération », Mitterrand se réclame de la « petite Fédération » démocrate-socialiste, mais il ne peut se faire d'illusion sur l'attraction qu'exerce celle-ci, en dehors de la S.F.I.O., sur les partis qui le soutiennent (seul, le parti radical y adhère du bout des lèvres).

Lecanuet, lui, assure que son rival de la gauche n'a réuni qu'un « cartel électoral, destiné à vivre l'espace d'un scrutin » et il déclare que « les partis politiques actuels correspondent à des conflits périmés ». Au premier rang de ceux-ci, il met naturellement la querelle de la laïcité, alors que François Mitterrand demande qu'on réserve les fonds publics aux écoles publiques.

En ce qui concerne le régime lui-même, il ne fait aucun doute que le sénateur de la Seine-Maritime est moins violemment antigauilliste que le député de la Nièvre qui a voté « non » en 1958. C'est ainsi que M. Lecanuet a déclaré au cours de sa conférence de presse : « Si le général de Gaulle avait choisi les voies de l'avenir pour la démocratie, le progrès et l'Europe, nous aurions décidé de l'accompagner jusqu'au bout de sa route. »

Cependant Lecanuet considère, comme Mitterrand, que la candidature de de Gaulle témoigne de la faiblesse du régime : « Le problème de la succession est posé. L'échec du gaullisme est de ne pouvoir le régler... »

Comme Mitterrand également, Lecanuet n'entend pas remettre en cause l'ensemble des institutions gaullistes ; il se prononce pour le respect de la Constitution, moyennant un certain nombre d'aménagements : suppression du « domaine réservé », création d'un meilleur équilibre des pouvoirs par le contrôle parlementaire sur l'Exécutif...

Jean Lecanuet a emprunté, d'autre part, à Gaston Defferre l'idée d'un « contrat national de progrès » lié au Plan mais, comme François Mitterrand, il demeure fort imprécis sur sa conception de la planification démocratique.

Par contre, en ce qui concerne le contrôle des naissances, il est beaucoup moins clair que le candidat de la gauche, se contentant d'enregistrer dans ce domaine une évolution des milieux chrétiens.

Sur le plan international, le candidat centriste se déclare naturellement européen mais, contrairement à Mitterrand, ne dénonce pas « l'Europe des trusts ». Pourtant l'un et l'autre sont pour la sauvegarde du Marché commun dont la politique gaulliste menace l'existence. Lecanuet est fort net sur ce point : « Si le peuple français nous donne raison, la relance européenne sera le premier acte d'une politique nouvelle. La France reprendra à Bruxelles la place qu'elle a laissée vide depuis le 30 juin. Le traité de Rome sera respecté dans sa lettre et dans son esprit, ainsi que les règles essentielles des institutions européennes, indispensables au succès de l'entreprise. »

Pour le leader M.R.P., l'Europe est un peu la solution de tous problèmes. Contrairement au candidat de la gauche, il n'entend pas suspendre les recherches pour la force de frappe car il convient d'examiner, selon lui, « la possibilité de construire une force nucléaire européenne ».

C'est dans le cadre européen également que doit s'effectuer l'aide aux pays en voie de développement. Hostile à l'actuelle politique de coopération, Jean Lecanuet a justifié la position de ses amis qui, à l'Assemblée nationale, ont voté — comme François Mitterrand — contre la ratification des accords pétroliers franco-algériens.



## Quelles voix pour Lecanuet ?

Sur quelles voix peut compter le candidat centriste qui, placé entre de Gaulle et Mitterrand, soumis à la concurrence des candidats de droite, Tixier, Antier et Marclhacy, doit obtenir plusieurs millions de suffrages s'il veut que le centre conserve un certain pouvoir d'attraction ?

Tout d'abord M. Lecanuet doit con-

quérir une bonne partie de l'électorat M.R.P. qui, jusqu'ici, demeure favorable à de Gaulle. Un certain nombre de parlementaires du Mouvement, représentant les régions cléricales du Nord, de l'Est et de la Bretagne, n'ont-ils pas exprimé des réserves sur sa candidature ?

Significative à cet égard est l'absence de Maurice Schumann, de Pierre Pflimlin et de Mlle Dienesch au récent Comité national du M.R.P. qui a apporté son soutien à Lecanuet. Le Comité a invité les membres du Mouvement à adhérer à « l'Association pour la candidature démocrate », embryon d'une « force politique nouvelle » (dont la base est d'ailleurs jugée trop modérée par certains militants comme Félix Lacambre, dirigeant de l'Action catholique ouvrière).

Jean Lecanuet doit donc disputer l'électorat M.R.P. à de Gaulle, comme il doit disputer à Mitterrand une fraction des radicaux et une partie des militants C.F.D.T. Il semble pouvoir compter, en revanche, sur les voix d'un certain nombre de jeunes agriculteurs.

Par ailleurs, le candidat centriste doit disputer à Tixier-Vignancour les voix des indépendants antigauillistes qui peuvent contribuer à lui donner la troisième place derrière François Mitterrand. Et si les rapatriés sont, dans leur majorité, favorables à Tixier, beaucoup de membres du corps des officiers — qui sont à la fois antigauillistes et anti-Front populaire — seraient disposés à accorder leurs voix à M. Lecanuet.

Si ce dernier est devancé par Tixier, il est clair que les radicaux et la S.F.I.O. seront beaucoup moins enclins à se retourner vers le centre après l'élection présidentielle, que ne le souhaitent à la fois Maurice Faure et Gaston Defferre. C'est dire l'enjeu du scrutin pour le « Comité des Démocrates » dont le candidat suit, en tout cas, une voie étroite.

Maurice Combes.

## LECANUET : « Je veux prendre rang »

Question. — Monsieur le Président, certains camarades du P.S.U., qui voulaient que nous présentions un candidat, déclarent admirer votre courage. Par ailleurs, on ironise sur le martyre promis au chrétien que vous êtes. Quels sentiments ces réflexions éveillent-elles en vous ?

Réponse. — Le candidat martyr est une légende. Il ne s'agit pas non plus d'un « candidat pris au piège » comme a écrit Vianson-Ponté dans « Le Monde ». Il y a plutôt un candidat malgré lui. La responsabilité historique des forces centristes m'imposait d'être ce candidat.

Q. — Quelles sont les autres raisons de votre candidature ? Pensez-vous que l'élection présidentielle peut favoriser un regroupement des partis, comme le pensait aussi Gaston Defferre que vous n'avez guère soutenu comme candidat à la Présidence ?

R. — Le 5 décembre sera un épisode, mais un épisode considérable. S'il est vrai que tout se jouera après de Gaulle, l'élection présidentielle peut être l'accélération et la pierre de touche des regroupements nécessaires. D'où la nécessité de prendre rang à cette occasion. Cela vaut aussi pour la gauche, mais la cohésion du centre est sans doute plus grande. Quant à Defferre, son erreur est d'avoir tenté l'opération regroupement à froid.

Q. — Le centre national des indépendants, qui adhère au centre des démocrates, apporte son appui à votre candidature. Ne craignez-vous pas d'apparaître dans une certaine mesure, malgré vos intentions réformatrices, comme le candidat de la vieille droite ?

R. — En fait, il y a eu un éclatement du C.N.I. au lendemain des élections de 1962. Certains indépendants ont rallié le camp gaulliste ; d'autres ont été attirés par l'extrême-droite et soutiennent actuellement Tixier-Vignancour.

Des hommes comme Baudis et Bertrand Motte, qui m'apportent leur appui, sont vraiment des libéraux.

Q. — Ne craignez-vous pas l'infidélité d'une partie des électeurs

M.R.P. qui ont toujours été attirés par de Gaulle ?

R. — Il y a sans doute eu, devant la perspective de ma candidature, une réaction gaulliste chez certains parlementaires M.R.P. Cependant, il ne faut pas sous-estimer la discipline et l'attachement au mouvement de nos militants. Grâce à l'action des Fédérations M.R.P., nous espérons récupérer au moins la moitié de la fraction des électeurs du mouvement qui seraient tentés de voter pour le Président sortant.

Q. — Que pensez-vous de l'attitude du parti radical qui, en vertu d'une bigamie traditionnelle, déclare vous aimer beaucoup, mais vous est également infidèle en demandant de voter pour François Mitterrand ?

R. — Le congrès national de Lyon s'est efforcé de concilier la liberté de vote et l'unité du parti. Une minorité s'est déclarée favorable à ma candidature. D'ailleurs, le Président Maurice Faure assistait à ma conférence de presse. Sa position se trouvera renforcée auprès des radicaux, au lendemain du 5 décembre, si j'ai un bon résultat.

Q. — Redoutez-vous la concurrence de Tixier-Vignancour qui s'est efforcé lui aussi de revêtir un masque « centriste » ?

R. — Absolument pas. En politique, il y a non seulement ce qu'on veut être, mais ce qu'on est depuis longtemps. Tixier a beau jouer les bergers centristes, on connaît son passé, qui est celui d'un homme d'extrême-droite.

Q. — Pensez-vous que la consigne de la Fédération des Exploitants agricoles appelant à voter contre le candidat du Pouvoir peut vous être favorable ?

R. — Les agriculteurs sont moins sensibles aux consignes de leurs leaders syndicaux que les ouvriers. Cependant, compte tenu du malaise agricole, les jeunes agriculteurs semblent vraiment décidés à voter contre le candidat du Pouvoir et il n'est pas interdit de penser que le candidat du centre peut recueillir une partie de leurs suffrages.

(Interview recueillie par Maurice Combes.)

C.F.D.T.

Le vrai départ

Les 11, 12, 13 et 14 novembre, la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.), issue de l'ancienne C.F.T.C., tiendra son premier congrès ordinaire à Issy-les-Moulineaux. En effet, c'est en novembre 1964 qu'un congrès extraordinaire de la C.F.T.C. avait décidé de changer le titre et les statuts de la Confédération. Si l'on fait remonter l'origine de celle-ci à l'existence des premiers syndicats chrétiens, ce sera le trente-troisième congrès confédéral.

Une transformation réussie

Il est vrai que la C.F.T.C. de jadis a beaucoup changé, aussi bien en ce qui concerne les méthodes d'action que le recrutement. Au point qu'une partie des partisans du maintien de la référence à « la morale sociale chrétienne » a refusé de s'incliner devant la majorité et de rejoindre la nouvelle C.F.D.T.

Née au soir du 7 novembre 1964, la « C.F.T.C. maintenue » s'est vu contester, par la centrale du square Montholon, qui s'intitulait désormais C.F.D.T. (C.F.T.C.), le droit de se réclamer de la C.F.T.C. Comme après toutes les scissions syndicales, hélas ! l'affaire a été portée devant les tribunaux. C'est ainsi qu'en juillet dernier le tribunal de grande instance de la Seine a déclaré que, faute d'avoir été créée par des délégués mandatés régulièrement par leurs syndicats, l'organisation dissidente prétendant continuer la C.F.T.C. n'a pas d'existence légale.

Ce qui est plus important, c'est qu'en dépit de l'appui qui leur est apporté par certains milieux d'extrême-droite et du soutien financier de l'Association des Amis du Syndicalisme Chrétien, les scissionnistes ne parviennent que très rarement à supplanter la C.F.D.T. dans les élections professionnelles. Ils n'ont à peu près aucune base dans les secteurs industriels, sauf chez les mineurs où, cependant, un Comité de liaison C.F.D.T. prépare la structure d'une nouvelle Fédération.

Il est vrai que les Pouvoirs publics ont fait preuve de bienveillance à l'égard de l'organisation dissidente de la rue Bachaumont et la C.F.D.T. estime que « la droite U.N.R. a influencé considérablement bon nombre de ministres » (le ministre du Travail excepté). Par ailleurs, la C.F.D.T. a été l'objet d'attaques au sein de la C.I.S.C. (Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens) dont elle est toujours membre.

Malgré toutes ces pressions et sans nier les adhésions qui ont été faites à la « C.F.T.C. maintenue », la C.F.D.T. considère que les défections enregistrées ont été compensées par des adhésions nouvelles. On peut donc affirmer que la C.F.T.C. a réussi sa transformation interne.

Une prise de conscience politique

L'ampleur des changements intervenus au sein de la centrale se manifeste par le souci d'aborder les problèmes politiques, alors que les scissionnistes font précisément de « l'apolitisme » un cheval de bataille.

Justifiant la participation de responsables C.F.D.T. aux colloques de France-Forum (revue du M.R.P.), aux « colloques juridiques » et aux colloques socialistes, le rapport de synthèse adressé à tous les syndicats à l'occasion du congrès confédéral met l'accent sur la nécessité de prolonger l'action syndicale par une action politique : « La nature même des exigences que nous présentons, que ce soit en matière de libertés démocratiques ou d'organisation de l'économie, de la place respective des intérêts collectifs et des intérêts privés dans cette économie, de finalités même de l'économie, de démocratisation de l'enseignement, etc. nous met logiquement en état de dialogue avec la gauche non communiste beaucoup plus qu'avec le centre et, cela va sans dire, la droite. Autrement dit, sans notre programme est, certes, un programme de caractère strictement syndical, mais, à l'évidence, il sous-entend une orientation politique de gauche, et cela n'est pas sans conséquence sur notre attitude politique. »

Et après avoir estimé qu'il faut « démythifier » le terme de socialisme, le rapport poursuit : « La seule question est, répétons-le, que, pour que nous puissions donner à notre action syndicale la plus grande dimension et la plus grande efficacité possibles dans la voie de nos perspectives à long terme, nous avons besoin de voir surgir sur l'échiquier politique une force décidée à construire une authentique démocratie politique, suffisamment large, puissante et populaire pour, non seulement en équilibrant la force communiste, mais mieux en obligeant celle-ci à s'inscrire dans une action démocratique, réussir à arriver au pouvoir et à gouverner sans s'écarter de ses objectifs de départ. Que cette force soit entièrement neuve et homogène, ou qu'elle soit le résultat d'une conjonction de forces aujourd'hui existantes ou en gestation, qu'elle prenne ou non l'étiquette « socialiste », ce sont là, en définitive, des problèmes seconds : l'essentiel, c'est le contenu



Eugène DESCAMPS : Petites grèves, petits résultats.

du programme, la volonté politique de réaliser celui-ci. »

Non sans quelque naïveté, un certain nombre de responsables et de militants de la C.F.D.T. avaient espéré que la « grande Fédération » de Gaston Defferre pourrait constituer cette force de gauche-communiste. Il y aurait évidemment beaucoup à dire sur les illusions des « forces vives » à l'égard des vieux appareils, sur l'utilisation à laquelle elles se prêtent parfois.

A propos des dernières élections municipales, le rapport C.F.D.T. enregistre le fait que de nombreux candidats se sont présentés « comme des gestionnaires ou des techniciens indifférents aux luttes des partis et uniquement soucieux de bonne administration, ignorant les subtilités de la manœuvre électorale ».

Et le rapport ajoute, de façon discutable, « que l'exemple le plus frappant de ce style de vie publique s'est déroulé à Grenoble où la liste de M. Dubedout, comprenant des militants syndicalistes, a remporté la mairie grâce au désistement communiste ».

Quoi qu'on puisse penser de certaines prises de position politiques de la C.F.D.T., il est incontestable qu'une prise de conscience politique s'effectue au sein de cette centrale.

Une preuve en est également fournie par la résolution sur l'élection présidentielle qu'a adoptée le récent conseil fédéral.

Tout en déclarant que « le vote des travailleurs relève de leur conscience de citoyen », le conseil a critiqué vivement la politique économique et sociale du régime, dénonçant l'emprise des intérêts privés sur l'économie du pays, le ralentissement des investissements collectifs, le plan de stabilisation « qui a réduit la consommation des travailleurs, provoqué délibérément le chômage », le report sur le régime général de la Sécurité sociale des déficits de plusieurs régimes particuliers, l'absence de politique de redistribution du revenu national au bénéfice des plus défavorisés (S.M.I.G., familles, vieillards, handicapés physiques). La résolution adoptée souligne également « la lo-

gique interne des institutions qui a conduit le régime à un déséquilibre croissant des pouvoirs au bénéfice du pouvoir personnel ».

Une telle prise de position équivaut à une invitation à voter pour les candidats de l'opposition.

L'élection présidentielle ne pourra d'ailleurs manquer d'être évoquée au congrès confédéral et, même si aucune consigne de vote n'est donnée, on peut considérer que la plupart des militants C.F.D.T. apporteront leurs suffrages à François Mitterrand, de préférence à M. Lecanuet (bien que ce dernier ait été reçu par le Bureau confédéral).

Une volonté d'action réaliste

Le congrès de la deuxième centrale syndicale française se tient alors que la situation générale est davantage dominée par l'élection présidentielle que par les luttes sociales qui marquent le pas. Cependant une certaine reprise de l'économie, dont se félicitent gouvernement et patronat, ne va-t-elle pas aboutir dans les prochains mois à une relance de l'action revendicative ?

Les responsables de la C.F.D.T. estiment que celle-ci se produira tôt ou tard. C'est aussi l'opinion de la C.G.T. qui vient de soumettre aux autres centrales un programme revendicatif.

Il en sera naturellement question au congrès de la C.F.D.T. On sait toutefois — et Eugène Descamps l'a répété dans la conférence de presse tenue avant le congrès — que la centrale du square Montholon estime

que les grèves de 24 heures ne donnent que « de piètres résultats ». Il faut donc se préparer à des actions plus longues et plus dures. D'où la nécessité de caisses de résistance et plus particulièrement d'une caisse confédérale de résistance. Jusqu'ici, les Fédérations d'industrie de la C.F.D.T. se sont efforcées de créer de telles caisses qui couvrent environ la moitié des adhérents de la Confédération. Maintenant, celle-ci veut faire plus et elle souhaite que les autres organisations syndicales se donnent également les moyens de mener des batailles efficaces.

Outre la constitution d'une caisse confédérale de résistance dénommée Caisse d'action professionnelle et de défense syndicale, le congrès se préoccupera du financement du fonds de développement et d'équipement aux régions et secteurs à développer ainsi que des réformes de structures orientées notamment vers la création de comités régionaux. Ces mesures conduiront naturellement à une augmentation des cotisations.

Seront également à l'ordre du jour : — l'action revendicative et le pouvoir contractuel du syndicalisme ;

— le droit syndical dans l'entreprise (les Fédérations des Industries chimiques, du Textile, du Bâtiment, de la Métallurgie formulent sur ce point des propositions d'action) ;

— l'action syndicale et les problèmes économiques (la méthode du contre-plan est soumise à la discussion) ;

— la construction européenne et l'action syndicale.

Autant de questions qui témoignent d'une volonté d'action réaliste.

M. C.

JARNY

Le malaise ouvrier

Dans l'une des salles de la mairie de Jarny, les dirigeants syndicaux C.G.T. avaient convié les responsables des autres organisations syndicales et politiques, mais également les représentants des diverses corporations professionnelles à une conférence de presse destinée à dresser un tableau général de la situation dans la région.

L'assistance fut nombreuse à suivre l'exposé de MM. Feuvrier, d'une part, Bezon, d'autre part.

Successivement, et pour chaque corporation, les problèmes de licenciements, de réduction d'horaire de travail, de mauvaises conditions d'exercice de profession furent évoqués par les militants.

M. Feuvrier devait déclarer, entre autres, et en conclusion : « Le véritable problème est la récession économique en général et l'abaissement du pouvoir d'achat des masses laborieuses. »

L'Association des commerçants du Jarnisy, qui avait été invitée à cette séance mais qui n'avait pu faire siéger ses représentants en raison du retard avec lequel lui était parvenue l'invitation, devait toutefois expédier une lettre aux organisateurs, dans laquelle elle exprimait sa solidarité avec le monde ouvrier face à la situation actuelle qualifiée de dangereuse.

Après avoir fait le point de la situation dans les détails, les orateurs devaient proposer toute une série de solutions parmi lesquelles figurent l'augmentation générale des salaires, traitements et pensions, la réduction de l'horaire de travail sans réduction de salaire, la garantie de l'emploi, un métier et du travail pour les jeunes, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'allègement de la fiscalité, l'implantation d'industries de transformation, la solution rapide du problème du logement, de l'équipement sanitaire, culturel et sportif, la mise en place d'établissements d'enseignement à tous niveaux, notamment d'établissements techniques, la nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie, dans le cadre d'une gestion démocratique.

Petite Annonce

URGENT. J. F. 30 ans, bac sciences ex. 2 a. lic. droit, 2 cert. lic. angl. bonnes not. esp., ex. enseign. dact. bil. sténo, ch. situat. Paris ou prov. Ecrire au journal.

Les municipalités de la région, et notamment celles de Jarny, Conflans, Giraumont et Labry, devaient, par la suite, se joindre aux militants syndicalistes pour prendre position, elles aussi, contre la situation actuelle.

Enfin, les mineurs, les sidérurgistes, la S.N.C.F., les ouvriers du bâtiment, etc., décidèrent à l'unanimité de poursuivre leur action.

Notons, en outre, que la grève de quelques heures organisée à Jarny le mardi 26 a été très largement suivie, 100 % pour l'abattage, 100 % pour l'entretien, etc.

La section Conflans-Jarny

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHÉ, Pierre MARCHI, Victor MAISON, Paul PARISOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV\*) Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV\*) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14\*. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65 6 mois ..... 13 F 1 an ..... 35 F Soutien : à partir de .. 70 F Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9\*)

# SYRIE :

# DE LA RÉFO UNE AGRICUL

J'AVAIS déjà eu l'occasion, en février dernier, de passer, sur l'invitation du ministère de l'Information, 20 jours en Syrie. J'en ai consacré la majeure partie à visiter — de ma propre initiative — les zones de réforme agraire : la Ghoûta de Damas, vaste oasis de vergers qui verdoie entre les montagnes de l'Anti-Liban et le désert de Palmyre, le Ghâb, grand lac asséché et rendu à la culture au pied du Taurus, la plaine d'Alep et surtout les « Terres Vierges » de la Syrie, son « Middle-East », le Djézireh, ainsi que les Arabes nomment la partie syrienne de la Mésopotamie, l'immense steppe limoneuse comprise entre Tigre et Euphrate.

## LA REFORME AGRAIRE : D'ABORD UN SUCCES POLITIQUE

C'est dire que les visites que, cette fois-ci, Desson et Heurgon ont faites dans le Ghâb et la plaine de Hamah, celle que j'ai moi-même effectuée dans le Hauran et le Djebel Druse, entre Damas et la frontière de Jordanie, les entretiens que nous avons eus avec de nombreux responsables de l'Union des Paysans et avec le dynamique Abdel-Karim El-Joundy, ministre de la Réforme agraire de 33 ans, n'ont été pour moi qu'une confirmation et une mise au point de l'impression emportée de mon premier séjour : l'incontestable réussite de la réforme agraire entreprise par le Baas et son importance politique. Réussite et importance qui, à mes yeux, dépassent de loin les succès limités et précaires obtenus dans l'industrie, à la suite des nationalisations hâtives de l'hiver dernier, dans des conditions rendues difficiles par l'absence de cadres, l'évasion au Liban des capitaux et le vieillissement d'un parc de machines industrielles que ses propriétaires avaient cessé de renouveler depuis plusieurs années.

★

Réussite politique autant qu'économique, la réforme agraire a soudé à la Révolution et au Baas qui la dirige la grande masse des paysans de Syrie, alors qu'il continue de rencontrer dans les villes — et notamment à Damas même — l'hostilité d'une innombrable population « tertiaire archaïque » vivant depuis des siècles du commerce de souks.

Lorsqu'en février dernier, à l'appel des cheiks religieux sunnites (1) dont l'influence est plus forte en ville que dans les campagnes, les commerçants des souks de Damas se révoltèrent contre les mesures de nationalisation et se retranchèrent autour de la grande mosquée des Omeyyades, le Baas fit non seulement appel à l'armée — dont la base et la majorité des cadres sont d'origine paysanne — mais aux milices paysannes levées dans la Ghoûta de Damas, parmi les premiers bénéficiaires de la Réforme agraire. La paysannerie constituant 75 % de la population syrienne, son soutien est en fait décisif du point de vue du pouvoir politique.

Depuis deux mois, le ministère de la Réforme a terminé la prise de possession des terres incluses dans le projet et comprenant 28 % de la superficie agricole utile de la Syrie, qui était auparavant concentrée entre les mains des grandes familles. 18 % de ces superficies ont déjà été attribués en toute propriété — en général et par priorité — aux métayers déjà établis sur ces terres et l'attribution définitive des terres récupérées, pour l'instant louées, doit être terminée d'ici un an et demi.

A ces attributions, portant sur près de 2 millions d'hectares de bonne terre, viendront s'ajouter par la suite, selon les mêmes principes, la répartition des terres d'Etat, anciennes propriétés du Sultan ou des féodaux turcs confisquées en 1920, mais insuffisamment mises en valeur, et qui représentent environ un quart de la S.A.U. potentielle, qui doivent être réservées par priorité aux paysans les plus déshérités, journaliers agricoles, saisonniers et nomades.

Mais l'importance politique de la réforme agraire tient, autant qu'au volume des terres distribuées, à des

traits spécifiques de l'agriculture syrienne.

Tout d'abord, la plupart des terres syriennes sont extraordinairement fertiles. Dans les bonnes années, le Djézireh rapporte près de 35 quintaux de blé à l'hectare, pratiquement sans engrais. Seuls le caractère irrégulier de la pluviométrie et l'absence de mécanisation rendaient peu ou prou inutilisables des milliers d'hectares de ces terres profondes en pays plat, qui constituaient le principal grenier à blé de l'Empire romain aux I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> siècles.

L'appropriation des terres par les féodaux ou leur utilisation comme terres de parcours nomades en avait pourtant tenu écarté la majeure partie de la population paysanne qui s'entassait au contraire, soit dans la Ghoûta de Damas, soit dans les zones montagneuses en bordure de la Méditerranée (Monts Alaouites, Anti-Liban) ou les massifs du sud (Jebel Druse). Terres ingrates, mais où les conditions géographiques permettaient le plus facilement le développement de la petite propriété et le regroupement des clans ethnico-confessionnels (2).

La distribution des terres permet donc une redistribution de la population agraire dans les zones les plus riches, et du même coup, un brassage multiracial et multiconfessionnel qui favorise l'effort d'unification nationale. L'extraordinaire « melting-pot » du Djézireh où cohabitent dans les mêmes villages fellahs sunnites émigrés de la région d'Homs, chrétiens assyriens du Nord sédentarisés, Arméniens réfugiés de Turquie, Kurdes de la montagne et Bédouins du désert est le plus prometteur exemple de la construction de cette « nation arabe » moderne que le Baas ne conçoit que si elle ne repose ni sur la religion, ni sur la race.

## LA CLASSE DES PROPRIETAIRES FONCIERS SYRIENS

Mais surtout, l'agriculture syrienne, en dépit du vocabulaire emprunté à la tradition par les socialistes syriens, ne procède pas directement

à 2.229.000 en 1945, 3.090.000 en 1950, pour atteindre 7.000.000 d'hectares en 1963, soit 30 % de la totalité du territoire syrien.

2°) L'introduction de la culture du coton, devenue la première production agricole du pays et la base de la seule industrie d'exportation, alors qu'elle était pratiquement inconnue en 1939.

Ainsi la propriété foncière avait-elle pris en Syrie le caractère d'une agriculture capitaliste de type extensif — fondée sur les céréales et le coton — et entraîné la couche des propriétaires fonciers à prendre en charge un développement industriel fondé sur l'exploitation des matières premières agricoles (textiles et industries alimentaires).

En fait, ici comme à Cuba, la réforme agraire s'attaquait non à une couche de féodaux traditionnels, hostiles au développement industriel, mais à une grande bourgeoisie urbaine qui contrôlait à la fois l'industrie, le commerce de gros et l'agriculture. On ne pouvait toucher à l'une des bases de son pouvoir — cette agriculture moderne tendant à la monoculture industrielle — sans toucher à l'autre.

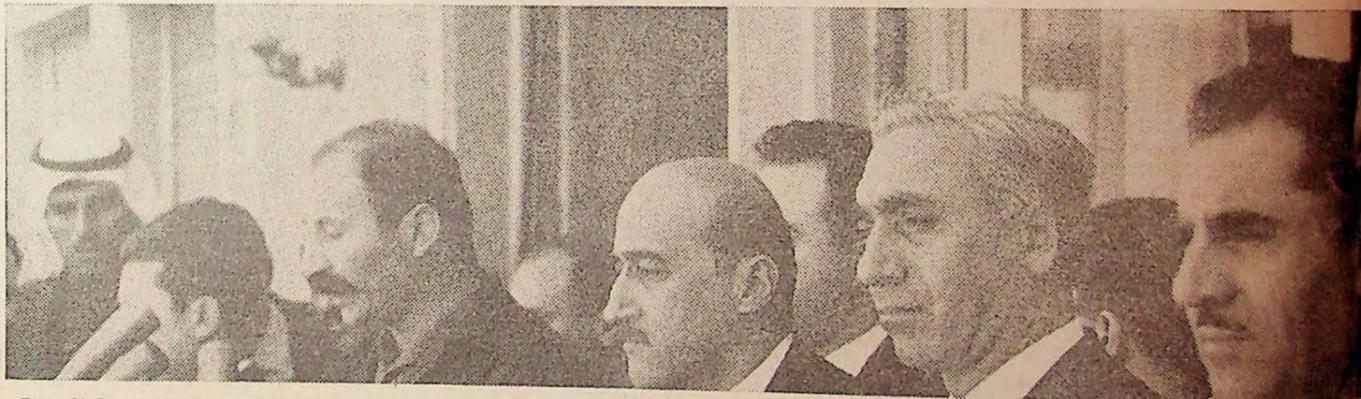
Il n'y a pas en Syrie, non plus qu'à Cuba, illustration des thèses de Frantz Fanon, sur la possibilité de passer, dans le cadre de la lutte nationale, du féodalisme au socialisme sans intermédiaire. C'est bel et bien à une classe bourgeoise nationale que le Baas a arraché le pouvoir (et la contribution de cette classe à la lutte pour l'indépendance avait d'ailleurs été décisive). Mais en même temps, ce fut là l'erreur de Khâled Bagdache, le leader communiste syrien, trop bien formé à l'école du parti communiste français, lequel n'a pas mieux compris le problème agraire en Orient qu'en Occident — il n'était pas possible de séparer l'étape de la réforme agraire — que les communistes syriens considéraient comme une revendication antiféodale et non anticapitaliste, de la liquidation du pouvoir de la bourgeoisie nationale, la propriété foncière capitaliste étant la principale base de celui-ci. On le vit bien lors des étapes de la réforme agraire.

des membres de sa famille (ce qui, dans les foyers des grands propriétaires musulmans sunnites, pratiquant la polygamie, laissait, on le voyait, une certaine marge... On enregistra d'ailleurs une renaissance de la polygamie à cette époque...). Mais, en outre, la loi ne prévoyait aucune amodiation de la réforme selon les zones pluviométriques. Or la richesse agricole en Syrie est d'abord fonction de la pluie. La zone nord, en particulier le Djézireh, dispose de plus de 500 mm de pluie, les régions centrales entre 350 et 500 mm, tandis que le reste reçoit moins de 200 mm.

Les grands propriétaires possédaient naturellement leurs terres dans les zones à plus forte pluviométrie ou dans les vergers irrigués de la Ghoûta de Damas. Continuant de posséder ainsi des propriétés importantes, ils eurent beau jeu de vider de tout contenu pratique la réforme : le paysan auquel était attribué un lot sur la terre d'un propriétaire devait s'adresser à celui-ci pour l'utilisation du matériel agricole, du bétail de trait, voire pour vendre sa récolte, en particulier pour le coton. C'est ainsi que, dans le périmètre cotonnier du Ghât, les paysans, incapables de se payer le matériel d'irrigation, versaient 50 % du produit de la récolte aux « irrigateurs » capitalistes ! Les prêts usuraires auxquels ils devaient se soumettre amenèrent beaucoup d'entre eux à abandonner la terre qui leur avait été attribuée.

L'échec de la réforme agraire contribua largement à détruire le prestige que l'« Unité » avait auprès des masses rurales syriennes. Et elle explique sans aucun doute la facilité avec laquelle la grande bourgeoisie, lorsqu'elle s'est sentie menacée par l'évolution interne de la R.A.U., put rompre le pacte d'unité. Qu'un Akram Haurani, élu des masses paysannes de Homs et d'Hamah, ait pu, après avoir été le principal artisan de l'unité avec l'Egypte, s'allier avec ses adversaires de toujours pour la rompre, indique qu'au moins il se savait, sur ce point, assuré de l'appui populaire.

En fait, les dirigeants nassériens comptaient sur la riche bourgeoisie syrienne pour financer l'industrialisation de l'Egypte elle-même. Or il



Les dirigeants du Baas (de gauche à droite) : Salah Jedid, secrétaire du Comité central syrien ; Chibli Ayssani, secrétaire général de la République ; Mounij Razzaz, secrétaire général du Baas ; Khâled Judi, président du C.E. de la

## 1958 : LA REFORME NASSERIENNE

En 1955, un puissant mouvement populaire, s'appuyant sur les étudiants, les paysans et une fraction des cadres inférieurs de l'armée (eux-mêmes issus de la paysannerie, car la bourgeoisie syrienne avait besoin d'une armée, mais ses enfants ne désiraient pas y aller et l'Ecole militaire était gratuite), alors que l'Université était payante) imposa une loi qui interdisait de chasser les paysans des terres qu'ils occupaient.

Il s'agissait du premier coup d'arrêt porté au développement généralisé de la monoculture capitaliste qui, au fur et à mesure qu'elle utilisait davantage de moyens mécaniques, récupérait les terres non irriguées jusque-là abandonnées en « tenure » aux fellahs. Sous le régime de l'unité avec l'Egypte, en 1958, fut votée la première loi de réforme agraire qui limitait à 300 hectares en terres non irriguées et 80 ha en terres irriguées les surfaces pouvant être possédées par un propriétaire foncier.

A cette propriété du « chef de famille » s'ajoutaient 40 ha non irrigués et 10 ha irrigués pour chacun

était impossible de faire la réforme agraire sans se heurter à la bourgeoisie commerçante et industrielle : c'était la même classe. Un Pierre Memarbachy, riche négociant d'Alep, était à la fois propriétaire de plusieurs immenses domaines (un de 3.000 ha, dont 1.800 irrigués dans le Djézireh, deux autres dans la région d'Alep), de la plus importante entreprise de tissages et filatures d'Alep, et de multiples participations à toutes sortes de firmes industrielles et commerciales. Lorsque Nasser voulut s'attaquer de front à la bourgeoisie syrienne en nationalisant le capital bancaire, il ne trouva aucun répondant dans la masse paysanne, parce qu'en cinq ans, il n'avait réalisé aucune réforme agraire. Nasser commit ici la même erreur que son ennemi Khâled Bagdache : séparer ce qui était inséparable.

Mais, pour insuffisante qu'elle ait paru aux yeux des paysans, la réforme nassérienne était néanmoins suffisamment insupportable à la bourgeoisie syrienne pour qu'elle en annule les effets, sitôt consommée la rupture de l'unité.

La première loi du gouvernement séparatiste fut pour élever le plafond de la propriété de 300 à 1.200 ha en

(1) Sunnite : principale secte orthodoxe de l'Islam (les deux autres, Chittes et Ismaélites, sont également représentées en Syrie).

(2) Druses, Alaouites pratiquent des religions mystérieuses, d'origine néoplatonicienne. Les Chrétiens Maronites, Arméniens, Melkites se groupent également dans ces zones.

# REME AGRARE A TURE SOCIALISTE

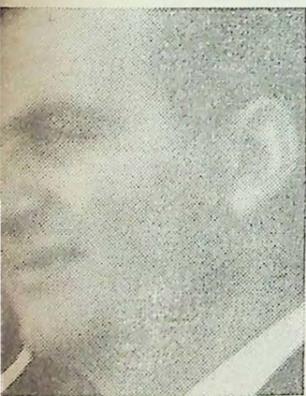
terre non irriguée, de 80 à 150 ha en terre irriguée, renforça la part des bénéficiaires familiaux et accorda pour le reste des indemnités si importantes que le Trésor d'Etat était incapable de les assumer. En fait, les propriétaires fonciers reprirent possession, par la chicane juridique, voire par la force des armes, de ce qui leur avait été enlevé sous le régime de l'unité.

C'est l'échec de la réforme agraire qui entraîna l'effondrement de l'unité syro-égyptienne. Mais c'est sa liquidation qui permit au Baas, après cinq ans d'hibernation politique (il avait dû se dissoudre sous Nasser) de se réorganiser et de repartir à l'offensive. Dès le 28 mars 1962, une insurrection baassiste, partie de la garnison d'Alep, échouait sur le plan militaire, mais généralisait l'agitation dans tout le nord de la Syrie. Et le mouvement pour la réforme agraire n'a cessé de croître jusqu'au 8 mars 1963. C'est ce mot d'ordre qui entraîna aux côtés du Baas une partie de l'armée, et notamment la majorité des officiers subalternes dont nous avons vu qu'ils sont pour la plupart issus des couches paysannes. Quelques jours après sa prise de pouvoir, le Baas, par ailleurs très prudent, procédait à une refonte radicale de la loi sur la réforme et en entamait immédiatement l'application.

## LA REFORME AGRARE BAASSISTE

Le décret législatif n° 88, portant modification de la Loi de Réforme agraire, a précisé d'une manière stricte les limites de la propriété individuelle en tenant compte de la fertilité des terres, de leur mode d'irrigation, de leurs caractéristiques agricoles (labours ou plantations) et de la pluviométrie dans les zones non irriguées.

Pour les terres irriguées, le maximum autorisé va de 15 ha dans les terres les plus riches (Ghoûta de Damas), à 45 ha dans les terres arrosées par pompage. La propriété arboricole (oliviers et pistachiers) est limitée de 35 à 50 ha selon les régions



général adjoint ; Aminé  
dérivation des syndicates.

et l'âge des plantations. Enfin, en zone non irriguée, la superficie maximale autorisée va de 80 ha pour les régions les plus humides (Djézireh), 300 ha pour les steppes de Deirs-Sor et Racca qui ne supportent pas de récoltes annuelles. Naturellement, les zones irriguées sont classées comme zones irriguées, même si elles ne le sont pas effectivement. La propriété des ayants droit (femmes et enfants) a été limitée pour chacun à 8 % de la surface attribuée à l'ancien propriétaire.

En outre, le matériel agricole, les bœufs à usage agricole et le cheptel ont été expropriés dans les mêmes proportions que la terre et confiés aux Coopératives de réforme agraire immédiatement constituées.

Les terres expropriées sont remboursées par des titres d'Etat porteurs d'un intérêt de 1,5 % et ne peuvent être négociées qu'en paiement des impôts agricoles ou de succession. Les dépendances seront remboursées en dix ans.

Certes, surtout si l'on tient compte de la propriété foncière en général d'autres sources de revenus de l'agriculture, on ne peut pas dire que la réforme les ait réduits à la famine. 15 ha de pêchers et de pota-

gers en Ghoûta, 80 ha de céréales en bordure du Tigre, arrondis avec les parts familiales, représenteraient pour un paysan moyen français un revenu fort acceptable. Mais en fait, compte tenu de la difficulté d'entretenir sur cette base des salariés agricoles à temps plein, la plupart des grands propriétaires renoncèrent assez vite à exploiter leurs terres. L'essentiel est qu'on n'ait pas réduit brutalement la bourgeoisie à une situation qui la mènerait à la révolte. Pour ma part, je ne crois pas que la Révolution ait intérêt à transformer les anciens possédants en « damnés de la terre » : ils y gagnent cette combativité qui a précisément fait le succès des classes populaires. Et surtout, le fait est que cette réforme, si, en pratique, elle élimine radicalement la grande propriété latifundiaire, sauvegarde le paysan moyen. Sans doute, certains doctrinaires irascibles ne manqueront pas de proclamer que le Baas révèle ici sa nature de parti de « koulaks ». Qu'ils m'en excusent : je tiens pour acquis que Boukharine avait raison lorsqu'il s'opposait à « la liquidation des koulaks en tant que classe ».

Je ne sais pas si les paysans moyens constituaient sérieusement une « réserve de recreation du capitalisme » en Russie, mais je sais que l'élimination de la seule véritable couche d'exploitants agricoles qualifiés existant en U.R.S.S. est responsable de l'in vraisemblable retard que supporte encore aujourd'hui ce pays en matière agricole, et de ce fait bien connu que « l'agriculture russe sème au Kazakhstan... et récolte au Canada », quand elle n'a pas recours aux excédents de viande stockés pendant quatre ans par la S.I.B.E.V.

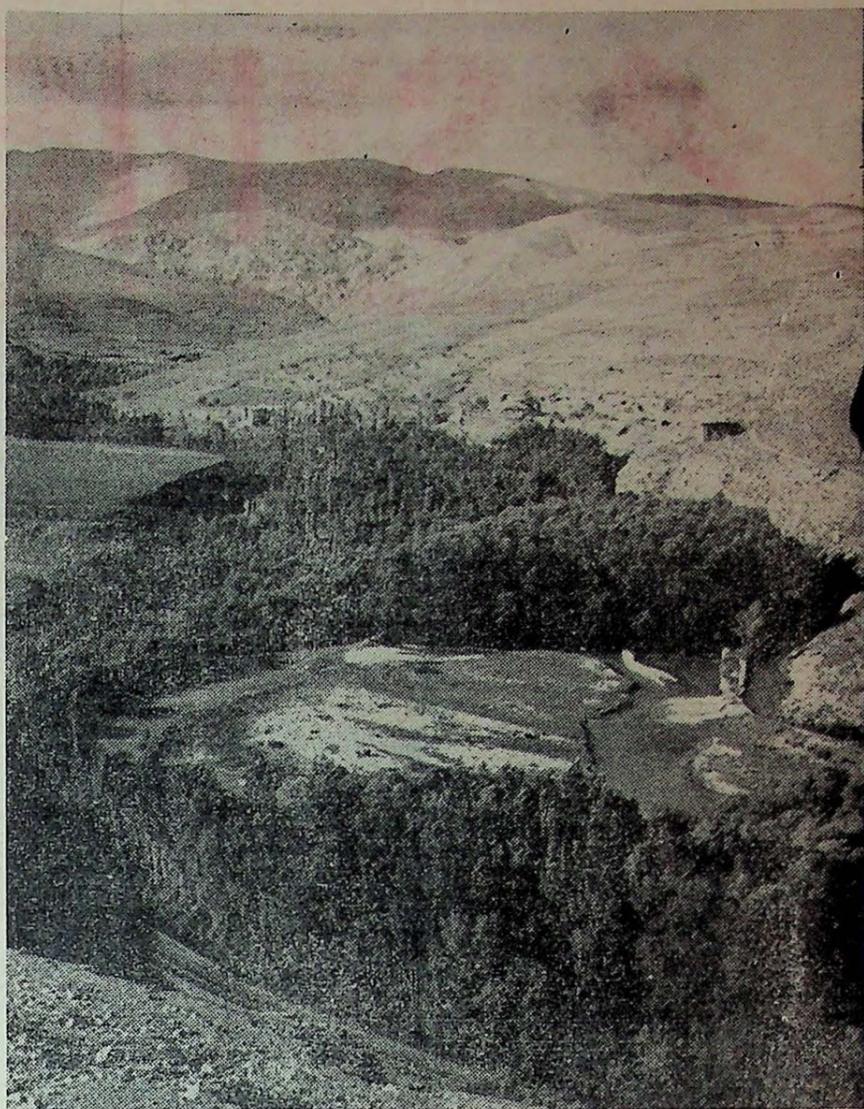
La réforme agraire baassiste me semble ainsi à la fois RADICALE — elle élimine la grande propriété, principale base du pouvoir économique de la bourgeoisie syrienne — et REALISTE : elle se fait sans entraîner les heurts qui se traduiraient par un affaiblissement marqué de la productivité agricole.

## UNE AMELIORATION IMMEDIATE DU NIVEAU DE VIE

La répartition des terres expropriées se fait selon les mêmes critères que leur récupération ; elle est variable, selon les caractéristiques de la terre. La petite propriété attribuée va par adulte de 8 ha pour les terres irriguées ou boisées (plantations fruitières) à 30 ha dans les terres arrosées par plus de 350 mm de pluie par an et 45 ha dans les régions où le taux pluviométrique est inférieur. Un supplément de terres est attribué selon un système de parts sociales, en fonction du nombre d'enfants mineurs. La loi limite l'attribution des terres aux seuls agriculteurs de profession (ou aux membres des tribus bédouines en voie de sédentarisation) et de façon à ce que le cumul de la propriété déjà possédée (s'ils en ont une) et de ce qui leur est attribué ne dépasse pas le maximum prévu plus haut.

Par ordre de priorité, l'attribution est d'abord effectuée en faveur du fermier ou métayer travaillant déjà cette terre, puis des journaliers agricoles, puis des paysans les plus pauvres et les plus chargés de famille du village, puis des paysans pauvres d'autres régions. Cette attribution est toutefois soumise à un cas unique de révocation : celui où il n'exploiterait pas lui-même la parcelle attribuée, ou ne lui prodiguerait pas les soins nécessaires.

Des dizaines de milliers de paysans ont ainsi déjà bénéficié de ce que souvent ils n'avaient jamais possédé : une terre à eux. Le propriétaire prélevait en général 45 % du produit brut de la récolte comme loyer. Parfois, par exemple dans les cotonneraies, ce chiffre tombait à 25 pour 100, le quart des frais de production restant à la charge du métayer. Mais il faut ajouter qu'en dépit de ce prélèvement, les paysans syriens réussissaient quand même à manger tout le long de l'année, à peu près à leur faim. Les famines chroniques, comme en connaissaient l'Egypte ou les pays du Maghreb, y étaient inconnues. En abandonnant aux paysans la totalité du produit récolté, une fois défalqués les frais de production et les annuités (minimes) de remboursement (le prix de la



(Archives - T. S.)

L'eau est, en Syrie, comme dans tous les pays méditerranéens, synonyme de richesse et de prospérité. — Une oasis dans le désert. — La vallée du Barada, près de Damas.

terre est fixé au quart de l'indemnité estimée par l'Etat lors de l'expropriation et remboursé en 20 ans), la réforme agraire a provoqué immédiatement une sensible augmentation du niveau de vie : achat de bétail (vaches laitières, moutons), d'objets de consommation (radio, meubles, bicyclettes), aménagement de potagers et de vergers individuels qui transforment la base alimentaire, etc. D'autre part, la multiplication de la main-d'œuvre employée à l'hectare et l'intérêt porté par les paysans à leur travail s'est immédiatement traduit par une augmentation sensible de la production : dans ce domaine du Djézireh que je citais tout à l'heure, *pourtant un des plus soignés et des plus avancés techniquement de la région*, le rendement de coton « longue fibre » est passé de 1.700 à 2.750 kilos à l'hectare. Cette augmentation, il est vrai, est particulièrement sensible pour des cultures exigeant encore de nombreux traitements manuels, comme le coton, la betterave ou les fruits, alors qu'elle l'est moins pour les céréales, dont le traitement avant comme après la réforme, est mécanisé à 100 %. En outre, la commercialisation des produits est assurée aujourd'hui par les coopératives de la Réforme agraire, alors qu'à l'exception du blé — acheté par l'Etat — elle se faisait auparavant par l'intermédiaire de courtiers qui volaient le métayer sur le prix, le poids et la qualité, à moins que celui-ci n'abandonne au propriétaire le soin de commercialiser lui-même sa part de récolte, auquel cas le résultat dépendait uniquement des sentiments humanitaires du propriétaire !

## DE LA REFORME AGRARE A LA COOPERATION SOCIALISTE

Mais naturellement, la réforme agraire ne pouvait, dans l'esprit du Baas, se traduire par un morcellement anarchique de l'unité d'exploitation, et par l'abandon à eux-mêmes des nouveaux propriétaires. En fait, la réforme agraire se déroule en plusieurs étapes : dans la première, celle qui est à l'heure actuelle partout réalisée, les paysans installés sur les terres de la Réforme ne possèdent pas encore le titre de propriété, mais seulement un droit d'exploitation sous contrôle des services du ministère. Dans une deuxième phase, qui suit immédiatement, est constituée dans chaque village une Société coopérative agricole qui perçoit les loyers, assure la liaison technique entre les paysans et le ministère, distribue le matériel léger et les semences. Les gros travaux restent assurés par les services locaux du ministère qui ont, de ce fait, la possibilité de planifier la production. La coopéra-

tive, dans un premier temps, est mixte : des délégués paysans en assurent la gestion à côté de fonctionnaires.

Mais très vite, la coopérative se voit conférer de nouvelles responsabilités : la plupart d'entre elles, on en compte aujourd'hui 170, chacune rayonnant sur 1.000 à 1.500 ha de terres irriguées et le triple environ de terres non irriguées, ont maintenant des Conseils élus autour d'un délégué du ministère. Elles jouissent de l'autonomie financière et administrative ; ce sont elles qui perçoivent, non seulement les loyers, mais les annuités de remboursement de la terre distribuée « pour l'employer en premier lieu dans les travaux et projets agricoles, ensuite dans des entreprises sociales au profit des membres de la coopérative » (art. 10 du décret sur la Réforme agraire de 1963). Ainsi la base matérielle de la Coopérative se trouve-t-elle assurée ; *en fait, la terre est ainsi remise gratuitement aux paysans*, mais ceux-ci ne sont pas choqués d'avoir à payer quelque chose. Puis ils s'aperçoivent qu'au lieu de déboursier de l'argent, ils ont en fait constitué des réserves pour leur propre profit. Ils n'en sont que plus attachés à une institution qui gère leur argent, qu'ils contrôlent, mais dont ils savent aussi qu'ils continueraient à l'entretenir bon gré mal gré s'ils voulaient s'en retirer. Là aussi, je trouve que le Baas a tiré ingénieusement parti des échecs antérieurs du socialisme agraire : *on a évité ici de « donner la terre aux paysans », puis de les mettre à contribution forcée quelques années plus tard en ayant l'air de leur retirer de l'autre.*

Dans un certain nombre de cas, le ministère de la Réforme agraire a d'ores et déjà attribué aux coopératives la propriété du parc de matériel et des bâtiments d'exploitation des domaines. Cette attribution dépend en général du niveau de technicité des paysans-coopérateurs.

Là où le personnel technique est resté en place, cette remise du matériel est déjà faite. Là où, au contraire, la coopérative ne dispose pas, parmi ses membres, du personnel d'encadrement voulu, ce sont les services du ministère qui continuent d'effectuer les gros travaux.

La coopérative avance aux paysans tous les travaux mécaniques, l'eau, les semences, engrais, insecticides, sacs d'emballage et autres ficelles-lièuses. Elle fait également des avances en espèces. Après la commercialisation de la récolte, le produit net en est intégralement distribué — le ministère de la Réforme agraire s'il est

Serge Mallet

# ISRAËL

## Elections sans bouleversement

On ne s'y attendait pas après les élections syndicales à la Histadrout : il n'y aura pas grand-chose de changé au Parlement israélien. L'électorat a fait preuve d'une grande stabilité apparente.

Il y a quelques mois, la dissidence du groupe de Ben Gourion laissait prévoir un certain affaiblissement du Mapai, sorte de parti social-démocrate, très « chauvin », qui est de loin le plus fort des nombreux partis d'Israël. D'autre part, une propagande très démagogique et raciste du parti Hérouth, d'extrême-droite, semblait avoir beaucoup d'effet sur les nombreux éléments prolétaires émigrés depuis quelques années d'Afrique du Nord et d'autres pays arabes. Les élections à la Histadrout, en dépit des gros efforts des militants du Mapam, parti socialiste de gauche, et des grands moyens mis en œuvre par le Mapai, avaient montré un net glissement vers la droite.

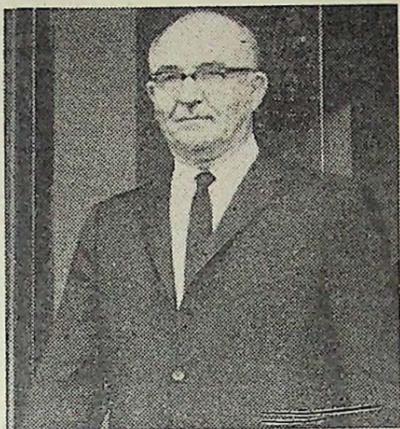
Y a-t-il eu un revirement d'opinion depuis ? C'est peu probable. Des changements existent, mais au niveau des couches sociales. Le niveau de vie s'élève bien depuis quelques années et beaucoup d'ouvriers s'embourgeoisent. D'autre part, la détermination des Arabes de faire la guerre à Israël paraît faiblir aux yeux de beaucoup et les intentions agressives de l'extrême-droite ne paraissent pas réalistes. Il en résulte que beaucoup de gens de classe moyenne préfèrent voter pour la stabilité et la continuité, c'est-à-dire pour le Mapai, qui se dit socialiste, mais est aussi très pragmatique et n'hésite pas, malgré des réticences sérieuses en son sein, à s'allier aux partis réactionnaires religieux.

Une politique de regroupement n'a pas eu d'effets sur le rapport des forces. L'alliance du Mapai avec l'Achdout Avoda, socialiste, mais fortement nationaliste, n'a permis à chacun que de garder ses sièges. L'Union des Libéraux avec le Hérouth, si elle a quelque peu camouflé le caractère aventuriste du Hérouth, a pu lui faire perdre des voix dans les masses populaires : les libéraux représentent, entre autres, les industriels. Le Mapam, malgré beaucoup d'activité en direction des travailleurs les plus défavorisés : nouveaux immigrants juifs, et les Arabes, ne

fait que maintenir péniblement ses positions ; ses idées de dialogue et d'accords avec concessions réciproques entre Israël et Etats arabes rencontrent encore beaucoup de méfiance ou de désapprobation dans la grande masse de l'opinion.

Quant aux communistes, ils paient cher leur division, n'ayant déjà que cinq députés, ils n'en auront plus que trois. Les Arabes communistes n'ont pas pu présenter de listes, mais leurs voix ne se sont pas portées sur les candidats de l'autre parti communiste presque exclusivement juif.

Il sera difficile à M. Eshkol de reconstituer un gouvernement, les députés du Mapai + Achdout Avoda ne suffisent pas, il lui faudra faire appel aux partis religieux, ou du moins à



(Photo A.F.P.)

ESKHOL. — Le pragmatisme l'a emporté.

certaines d'entre eux et au Mapam. Or les positions vigoureusement laïques et socialistes du Mapam, ainsi que le fanatisme des religieux, rendent cette deuxième solution improbable. Un rapprochement entre le pragmatisme Eshkol et l'idéaliste autoritaire Ben Gourion est exclu, il faut donc s'attendre à une alliance Mapai + religieux dans laquelle les religieux voudront beaucoup d'influence. Ceci irritera fortement une bonne partie de l'opinion attachée aux idées de laïcité et de liberté in-

dividuelle. Quant aux Arabes, toujours citoyens de deuxième classe, leur sort ne s'améliorera guère avec un gouvernement qui, comme le précédent, ne fera rien de positif pour

résoudre le problème judéo-arabe à l'échelle intérieure et à celle du Moyen-Orient.

Jean-Claude Dufresne.

# ITALIE

## Le P.C.I. prépare son congrès

Le Comité central du parti communiste italien vient de se réunir et de mettre la dernière main à la préparation du congrès de janvier prochain. Le projet de thèses a été adopté dans son essentiel à l'unanimité et il ne semble pas qu'il puisse y avoir, en ce domaine, des changements importants au congrès lui-même.

Sera-ce donc un congrès sans histoire ? Certainement pas, car les débats assez tendus du Comité central ont montré que des divergences importantes existaient au sein des sphères dirigeantes du parti.

Il y a d'abord des divergences sur la conception du parti. La majeure partie de la direction penche pour un « parti de masse », c'est-à-dire pour un large parti de clientèle ayant surtout une vaste assise électorale. Les autres, en particulier Luciano Barca, Luigi Pintor, se prononcent nettement pour un parti implanté dans les entreprises. En clair, cela veut dire que les premiers prennent leur parti de la diminution des effectifs militants du P.C.I. et que les seconds entendent réagir contre cette évolution très marquée dans le secteur ouvrier et chez les jeunes.

Bien entendu, à l'arrière-plan de cette divergence sur les questions d'organisation, il y a des divergences politiques significatives. Sur les questions programmatiques, les différentes conceptions sont même séparées par un fossé profond. Alors que la gauche défend l'idée d'un programme de transition vers le socialisme, caractérisé par des objectifs de lutte qui visent à rompre l'équilibre du système capitaliste, la majorité de la direction, Giorgio Amendola, en tête, défend la théorie des deux étapes : d'abord, réalisation d'objectifs démocratiques, puis, ensuite, réalisation d'objectifs socialistes. Les principes stratégiques qui découlent de ces deux conceptions du programme sont naturellement très différents et, lorsque les thèses se prononcent pour une « nouvelle majorité » sur le plan national, il est évident que les uns

et les autres mettent un contenu différent derrière ces deux mots.

Il y a également divergence dans l'analyse de la situation. La majorité croit pouvoir discerner un échec du centre-gauche, c'est-à-dire le remplacement prochain de la formule gouvernementale actuelle. La gauche, au contraire, estime que le centre-gauche a pleinement atteint un de ses objectifs principaux : diviser et désorienter le mouvement ouvrier. A côté de cela, les échecs partiels rencontrés dans la réforme du système capitaliste apparaissent secondaires. Dans les circonstances actuelles, la bourgeoisie italienne n'a aucune raison de rechercher une autre solution.

Cet affrontement, on s'en rend compte, remue tous les problèmes fondamentaux de la stratégie socialiste. Normalement, on devrait se féliciter qu'une telle discussion ait lieu ouvertement. Malheureusement, la majorité des dirigeants du P.C.I. ne semble pas s'en accommoder, et une offensive en règle a été lancée contre les hommes les plus en vue de la gauche. On a élevé contre eux l'accusation de « fractionnisme », parce qu'ils ne se contentent plus d'une discussion au sein du sérail. Luigi Longo, lui-même, qui a renoncé au rôle d'arbitre qui avait été celui de Togliatti, n'a pas craint de lancer de violentes attaques contre Pietro Ingrao et Alfredo Reichlin. D'une manière générale, la gauche du P.C.I. et le P.S.I.U.P. ont été chargés d'un peu tous les péchés. Ce sont des généraux, parce qu'ils mettent le doigt sur l'empirisme à la petite semaine d'une grande partie du mouvement ouvrier occidental. Ce serait un recul très préjudiciable au renouvellement de la pratique socialiste qu'on essaie de leur fermer la bouche par des mesures d'appareil. Le P.C.I., qui s'est acquis une réputation de déstalinisateur, commettrait une lourde erreur en s'engageant sur cette voie.

J.-M. Vincent.

# SYRIE

(Suite de la page 7.)

encore gestionnaire — ou la S.C.A. ne retenant que l'équivalent des frais de production.

Dans cette coopérative de Djézireh où je m'étais longtemps arrêté en février, accolée aux flancs jaunâtres de la rivière Khabbour, la coopérative avait distribué en 1964, 140 kg de blé et 1.100 kg de coton par « unité sociale » (U.S. : adulte de plus de 18 ans ; un enfant mineur de plus de 15 ans : 3/4 d'U.S. ; moins de 15 ans : 1/2 U.S.), soit un revenu net de 800 livres syriennes par U.S. par an, auquel venaient s'ajouter les produits du potager, soit qu'ils fussent commercialisés en ville (tomates, courgettes, aubergines, piments), soit qu'ils servent à la consommation familiale (légumes secs, pommes de terre, fruits, etc.) et ceux du cheptel individuel.

Naturellement, la répartition du produit par unité sociale, c'est-à-dire en fait en fonction de la propriété, ne pose guère de problèmes en ce qui concerne les cultures susceptibles d'une grande mécanisation, comme le blé ou l'orge. Il en va autrement pour celles qui exigent à la fois travail mécanique et travail individuel mesurable, comme le coton ou la betterave à sucre. Ici, pas moyen de faire autrement que de mesurer le produit de chacun. D'où d'inévitables différences, largement atténuées cependant par le cadre de production assez rigide que comporte toute culture irriguée. Le problème du rapport individu-collectivité risque toutefois de se poser avec plus d'acuité lorsque l'agriculture coopérative syrienne passera, comme elle a l'intention de le faire, à une plus grande diversification. Pour résoudre le problème des plantations fruitières, seule la Ghouta de Damas et

quelques zones de demi-montagne produisent à l'heure actuelle des fruits de qualité, certains techniciens du ministère de la Réforme agraire ont imaginé un système de plantations en damier, entrecroisant la surface de propriété et le dessin des plantations. Chaque parcelle affectée à la plantation est découpée longitudinalement — c'est la part de chacun — et latéralement. L'ordre de plantation est ainsi respecté comme dans un verger collectif. L'imbrication de l'individuel et du collectif est ainsi assurée par la technique elle-même. C'est un principe de cet ordre qui est utilisé dans les cotonneraies ou les champs de betteraves à sucre et de luzerne (qui sont ici l'objet d'une intense irrigation).

L'une des chances de la réforme agraire syrienne est, il faut le dire, de disposer, outre de terres d'une remarquable fertilité naturelle, d'une pléiade, insuffisante en nombre, mais admirablement dévouée, de jeunes ingénieurs et techniciens agricoles qui se dépensent sans compter, pour de maigres salaires, au service de la paysannerie. Il faut avoir rencontré dans le lointain Djézireh ces jeunes agronomes sortis de Grignon ou des Universités américaines qui couchent sur des lits de camp dans ce qui fut la maison de vacances de l'expropriétaire, passant des heures à discuter avec les paysans, sachant modestement se tenir à la stricte place du « conseiller technique » et sillonnant la steppe en Land-Rover pour établir des comparaisons peu flatteuses pour d'autres pays « en voie de développement ».

### LES AUTRES SECTEURS AGRICOLES

Cette année, pour la première fois, le plan annuel de semailles et les diverses améliorations à apporter aux cultures ont fait l'objet de discussions par l'ensemble des paysans. Et

c'est le Conseil d'administration des Coopératives qui a décidé du plan de financement. La création, il y a un an, de l'Union des Paysans, va d'ailleurs renforcer les possibilités de l'autogestion paysanne.

En fait, celle-ci ne fait que commencer. A côté du secteur de la Réforme agraire, coexistent des fermes d'Etat expérimentales, où le personnel ouvrier et fonctionnaire participe à la gestion (10 % des bénéfices sont entre autres distribués en sus des salaires). Mais il y a aussi un important secteur privé qui n'a pas bénéficié de la réforme agraire et dépend d'ailleurs administrativement d'un ministère différent, celui de l'Agriculture. Celui-là, à l'exception de quelques communautés particulières qui ont poussé très loin l'effort volontaire de coopération — tels ces Arméniens de Kessab, à la frontière turque, qui ont développé la culture de la pomme d'une admirable façon — reste encore à l'écart de l'orientation socialiste de la paysannerie. Ici et là, commencent à se faire jour des tentatives d'organisation, autour de cette Union des Paysans récemment créée. A Soueïda, les dirigeants paysans du Djebel Druse étudient l'implantation, avec l'aide d'une firme bordelaise, d'une fabrique coopérative de jus de raisin qui assainirait le marché du raisin de table, principale production de cette région, entièrement soumis aux impératifs commerciaux et politiques des marchands de Jordanie ou du Koweït qui en sont les principaux importateurs. Mais il ne s'agit encore ici que de démarches isolées. Les dirigeants du Baâs se sont donné comme objectifs politiques :

1°) d'en finir d'ici un an et demi avec l'attribution définitive des terres confisquées ;

2°) d'appliquer la mise en route de la coopération selon les étapes prévues, afin d'aboutir rapidement à l'autogestion paysanne dans ce secteur ;

3°) d'appliquer les mêmes principes au secteur des terres d'Etat, qui doit absorber l'essentiel des paysans sans terres ;

4°) de généraliser les coopératives de service dans le secteur privé et d'orienter progressivement celui-ci vers le secteur public ;

5°) d'unifier progressivement le pouvoir agricole (ministère de la Réforme et ministère de l'Agriculture qui coopèrent déjà au niveau des Commissions régionales communes).

### DES « PIEDS-ROUGES » POUR LA SYRIE

Mais, à côté de ces objectifs politiques, les objectifs technico-économiques ne sont pas moins pressants : diversifier l'agriculture, trop exclusivement cotonnière et céréalière, développer l'élevage laitier et bovin, industrialiser la transformation des produits agricoles, créer l'industrie des engrais et celle de la machine agricole, organiser la distribution intérieure et les marchés extérieurs.

Pour ce faire, ils ont d'ailleurs besoin de beaucoup d'efforts et étudient avec soin toutes les expériences. Les jeunes techniciens agricoles ou jeunes agriculteurs français qui se sentiraient attirés par l'expérience syrienne seront accueillis ici à bras ouverts : nos camarades du Baâs apprécient, eux, les « Pieds-Rouges » et les considèrent comme des militants à part entière de leur expérience socialiste. Ces quelques notes hâtives n'auraient-elles pour effet que de provoquer quelques vocations temporaires qu'elles n'auront pas été inutiles.

S. M.

La semaine prochaine :

Le problème de la Palestine : Position des socialistes syriens et des socialistes israéliens

# POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

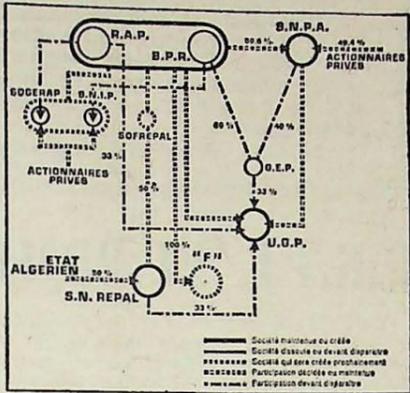
## L'État patron

La politique économique du gouvernement ne cesse d'étonner l'homme de gauche. C'est ainsi que la réorganisation des structures énergétiques, le lancement de l'emprunt national d'équipement s'affirment comme des mesures dignes de tout gouvernement socialiste. Et pourtant la politique giscardienne vise à moyen terme à l'édification, en France, d'une économie de marché, chère au docteur Erhard. Comment expliquer ce paradoxe ? Les récentes décisions gouvernementales affectant le domaine énergétique permettent en l'occurrence de prolonger l'analyse sur des bases concrètes.

« La France se dote d'un nouvel établissement public pétrolier mieux adapté au monde moderne. Le but principal cherché en fusionnant des groupes de formes différentes, mais à finalité semblable, n'obéit pas aux préoccupations d'un esprit cartésien. Il s'agit de mieux adapter les intérêts pétroliers de l'Etat à jouer leur plein rôle à l'échelle internationale » : telles furent les paroles de M. Couture, sous-secrétaire d'Etat à l'Energie, résumant le sens de la remise en ordre des intérêts pétroliers de l'Etat. Quels sont les éléments regroupés : le Bureau de Recherches des Pétroles (B.R.P.), la Régie Autonome des Pétroles (R.A.P.) et la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (société privée à participation publique dont l'autonomie sera préservée). Parallèlement la fusion des principales sociétés de financement (S.N.I.P. et Sogerap) sera annoncée incessamment. Cet ensemble occupera 14.600 personnes, disposera d'un domaine minier de 1.240.000 km<sup>2</sup> et se situera au premier rang parmi les compagnies indépendantes.

On peut, à juste titre, parler ici de réforme de structures. Est-ce le réformisme tel qu'on le conçoit à gauche ? Certes non. La réforme de structures préconisée par M. Guillaumat est une réforme qui rationalise le système existant tout en laissant subsister la répartition existante des pouvoirs. Celle que nous souhaitons est une réforme appliquée ou contrôlée par ceux qui la réclament. Elle comporte toujours une démultiplication et une démultiplication du pouvoir de décision. Les modalités mêmes de la réforme gouvernementale laissent entrevoir sa finalité : l'on se sert

de la puissance publique pour rendre l'initiative privée plus forte et majeure et l'initiative publique inutile à l'avenir. Le Premier ministre n'a-t-il pas souligné en Conseil des ministres que « le gouvernement ne se préoccupait pas d'étatiser le pétrole et qu'au contraire il voulait sauvegarder la possibilité pour l'avenir d'une évolution vers une formule faisant une place plus large à l'initiative et aux capitaux privés » ? L'allure moderniste de la réforme est incontestable : mais



Organigramme du regroupement des intérêts pétroliers majoritaires d'Etat.

il s'agit de l'allure même du néocapitalisme contemporain qui s'attaque aux structures parasitaires.

On ne pourra plus, désormais, distinguer la gauche de la droite en se référant à son désir de nationaliser le capitalisme. La gauche doit à l'avenir contester davantage la politique de gestion capitaliste des entreprises et de l'économie au nom d'une gestion différente, c'est-à-dire d'une orientation de la production en fonction des besoins et non en vue du profit maximum. Il faut montrer la possibilité de cette gestion et les résultats différents auxquels elle aboutirait, esquisser un modèle de consommation différent. Le choix n'est pas dans la quantité, il est dans la qualité et ne peut être le fait de l'Etat seulement : il suppose un changement dans le rapport des forces politiques du pays.

Michel Ungemuth.

## Quelques éléments sur l'industrie pétrolière française

### ● Production de pétrole brut et de gaz naturel en forte croissance dans la zone franc

	1962	1963	1964
	(en millions de tonnes)		
Metropole .....	2,4	2,5	2,8
Sahara .....	20,4	23,6	26,2
Divers .....	1	0,9	1,2
	23,8	27	30,2

### ● PÉTROLE BRUT

La production métropolitaine, représentant presque le 1/10 de la production totale de la zone franc, provient des gisements landais et sud-girondins de l'Esso-Rep et pour une plus faible part (un demi-million de tonnes environ) du bassin parisien. Enfin, la production cumulée du Congo et du Gabon a, pour la pre-

mière fois, dépassé le million de tonnes en 1964.

L'exportation du pétrole brut saharien dépend actuellement des possibilités d'évacuation qui demeurent insuffisantes, les deux pipe-lines en service ne pouvant assurer que le passage de 27 millions de tonnes.

### ● GAZ NATUREL

Production 1964 : 5,9 milliards de m<sup>3</sup> contre 5,1 en 1961.

L'essentiel de la production continue d'être fournie par le gisement béarnais de Lacq (4,8 milliards de m<sup>3</sup>

par an) tandis que le riche gisement d'Hassi R'Mel demeure sous-exploité, compte tenu de l'importance de ses réserves (plus de 1.000 milliards de m<sup>3</sup>).

### ● Intensification de la recherche

Notablement ralentie au Sahara, la recherche pétrolière s'est développée tant au large de nos côtes qu'à l'étranger. C'est ainsi que deux nappes de gaz naturel ont été détectées en Hollande, qu'une série de forages vient d'être entreprise au large des côtes de Gascogne, que de nombreux permis de recherches concer-

nant nos eaux territoriales atlantiques ou méditerranéennes ont été délivrés.

A l'étranger, les travaux de prospection — souvent avec la participation d'autres groupes — se développent en Belgique, Espagne, Portugal, Italie, Grèce, au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique et en Australie.

### ● Problème-clé : le transport

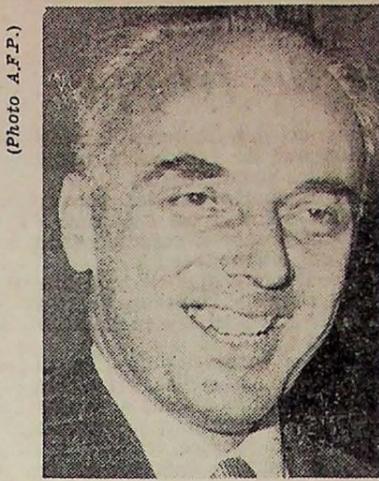
Pour acheminer les produits pétroliers des lieux de production vers les centres de distribution et de consommation, il faut disposer :

1° d'un réseau complet de pipe-lines ;

2° d'une flotte de « tankers » (navires pétroliers).

Or le pipe-line Haoud-el-Hamra-Bougie, long de 660 km, et le pipe-line Ohanet-Haoud-el-Hamra, long de 518 km, n'assurent qu'une capacité

## QUI EST GUILLAUMAT ?



(Photo A.F.P.)

Pierre Guillaumat, qui prend la tête de l'ensemble du groupe pétrolier français, est né le 5 août 1909 à La Flèche (Sarthe). Il est le fils du général A. Guillaumat.

Après ses études secondaires au Prytanée militaire, Pierre Guillaumat entre à Polytechnique.

Ingénieur des Mines, il dirige successivement le service des Mines en Indochine (1934-1939) et en Tunisie (1939-1943). Après la victoire alliée, il devient directeur des Carburants jusqu'en 1951 pour être nommé ensuite administrateur général, délégué du gouvernement près le Commissariat à l'Energie atomique.

Nommé en 1958 président du Bureau de Recherches de Pétrole, il est ensuite dans le premier gouvernement de Gaulle et sera ministre dans le cabinet Debré.

d'évacuation insuffisante par rapport aux besoins. Il en est de même pour les gaz d'Hassi R'Mel qui, épurés au voisinage du gisement, sont dirigés vers la ville côtière d'Arzew où des navires spéciaux doivent assurer le transport vers la Grande-Bretagne et la France. Mais le premier navire méthanier français n'a été lancé qu'en septembre 1964 aux chantiers du Trait (Seine-Maritime).

En ce qui concerne les transports pétroliers maritimes, il semble bien que la flotte française de tankers soit en mesure d'assurer entièrement les

approvisionnements de la métropole ; il est vrai qu'en 1956, notre flotte en transportait déjà les deux tiers.

Toutefois, en orientant la construction maritime vers des unités de tonnage supérieur (le « Roger Gasquet », lancé en novembre 1964, a un port en lourd de 91.000 tonnes et l'« Aldebaran », qui vient de sortir des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, est un bâtiment de 99.450 tonnes), il faut envisager dès maintenant des installations portuaires adaptées à ces navires géants.

### ● Le raffinage

Capacité de traitement : 61,9 millions de tonnes ; quantité effectivement traitée : 53,3 millions de tonnes.

Le raffinage est actuellement assuré par :

- trois grands ensembles maritimes :
  - Seine-Maritime (Gonfreville),
  - Gironde (Ambès),
  - Provence (Lavéra) ;
- deux grands centres :
  - Nord (Dunkerque),
  - Loire-Atlantique (Donges) ;
- plusieurs raffineries le long du pipe-line sud-européen :
  - En service :
    - Reichstett (région de Strasbourg),
    - Herrlisheim (région de Strasbourg),
    - Feyzin (région de Lyon) ;
  - En construction :
    - Fos (région de Marseille).

On prévoit que les puissants complexes implantés à proximité des

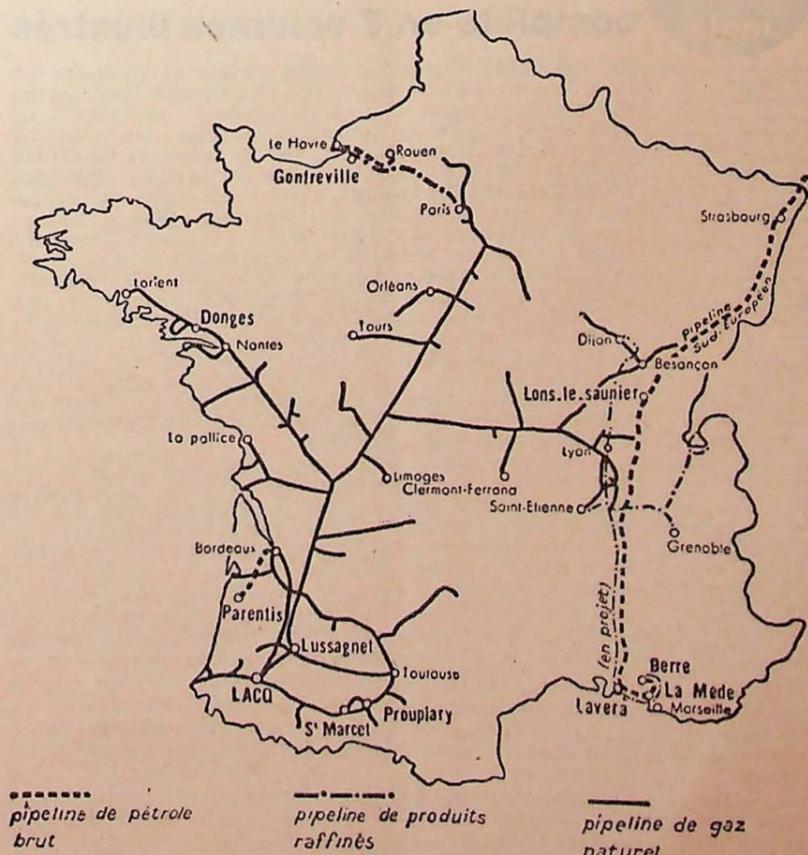
grands centres de raffinage couvriront intégralement les besoins de la France en produits pétrochimiques utilisés pour la fabrication des matières plastiques, caoutchouc synthétique, détergents, solvants, etc.

Il faut noter que les produits finis, sortant des raffineries, demandent, comme les produits bruts, à être stockés et acheminés vers les lieux de consommation. Dans ce domaine encore, le réseau actuel apparaît comme nettement insuffisant ; certes les projets abondent pour renforcer l'unique pipe-line acheminant vers la région parisienne la production des raffineries de la Basse-Seine. On espère, ainsi, pouvoir fournir, en produits finis, la région rhodanienne, et puis aussi l'Alsace-Lorraine et puis encore la région illoise... En attendant la réalisation de ces nouveaux projets, laissons aux transports fluviaux et routiers le soin d'approvisionner — à plus grands frais — les provinces et métropoles régionales.

### ● Les progrès de la consommation

La France occupait, en 1962, la troisième place, en Europe occidentale, par l'importance de sa consommation de produits pétroliers, qui a augmenté de 35 % depuis une dizaine d'années (contre 50 % en Allemagne et plus de 100 % en Italie ; mais l'augmentation a été moins rapide en Grande-Bretagne). Avec 35,5 mil-

lions de tonnes en 1963, soit 18 % de plus qu'en 1962, pour ce qui concerne la seule consommation intérieure civile, la part de ces produits a représenté 35 % de notre consommation énergétique cette année-là. Elle doit en représenter 45 % en 1970, selon les prévisions du V<sup>e</sup> Plan (le IV<sup>e</sup> Plan avait déjà dû réviser les siennes en hausse).



# FINISTÈRE

## Contre la mobilisation Contre la force de frappe

La force de frappe française ne reste pas sous forme de projets, peu à peu ils prennent corps et l'armée installe ses bases un peu partout. Dans ce domaine (et c'est sans doute le seul), le Finistère est particulièrement bien servi : après la base aérienne de Landivisiau (140 millions de francs), et les installations souterraines de la marine aux abords de Brest, c'est, dans la partie sud de la rade, la création d'une base de sous-marins atomiques, pour laquelle on va procéder à l'expropriation de surfaces importantes. Et ce n'est là qu'un point de départ, car il faudra ensuite créer des bases de fusées pour protéger ces installations, et ainsi de proche en proche une grande partie du Finistère va se trouver envahie.

Au début, la plupart des habitants n'ont guère réagi ; seules les organisations de gauche avaient préparé, l'an dernier, à Commana, au centre du département, un rassemblement qui avait réuni plusieurs milliers de personnes. Depuis, la population a commencé à s'émouvoir, en premier lieu dans la région menacée d'expropriation. Ainsi s'est créé le Comité de Défense de l'Île Longue (où doit être installée la base de sous-marins atomiques), qui a alerté les Finistériens et a reçu peu à peu des soutiens nombreux et variés ; c'est ainsi que le lundi 25 octobre un débat public a été organisé à la Chambre de commerce de Quimper ; après une discussion à laquelle ont pris part non seulement les représentants des partis de gauche et des syndicats, mais aussi des commerçants, des pêcheurs, des cultivateurs, etc., la motion suivante a été votée :

« Le Comité de défense de l'Île Longue, Guenvenez, Rostellec, a adopté la motion suivante :

1) Considère ce projet inhumain pour les habitants chassés de leur demeure ;

2) S'indigne en tant que Bretons des conséquences catastrophiques qu'aurait pour toute la presqu'île l'installation de sous-marins atomi-

ques et des dangers imprévisibles, ainsi que de l'extension possible de pareilles installations ;

3) Souhaite que les personnalités responsables et les habitants du Finistère prennent conscience du danger qui les menace ;

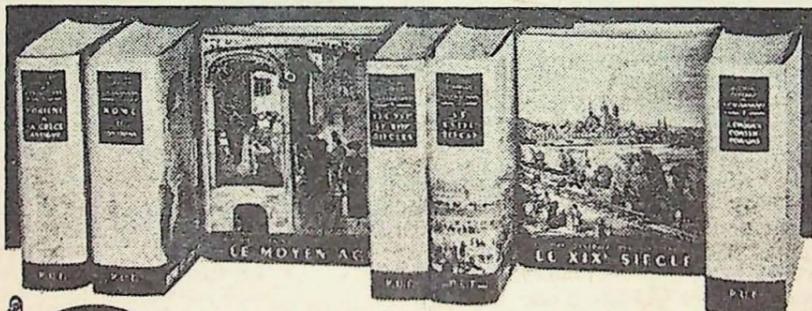
4) Déploie que le gouvernement n'ait songé à la presqu'île et au Finistère que pour des installations militaires ;

5) Les habitants de l'Île Longue, Guenvenez, Rostellec, en accord avec le comité sont résolus à ne pas quitter leurs habitations et demandent le rejet d'un projet tendant à transformer notre département en désert. »

Pendant toutes ces protestations restent très platoniques, et d'autre part on peut remarquer qu'elles gardent un caractère local et évitent d'aborder le véritable problème, celui de l'armement atomique français. C'est pourquoi la question avait été aussi soulevée par ailleurs lors d'un colloque qu'avait provoqué le Mouvement de la Paix, à Brest, le 6 octobre, et au cours duquel l'accord s'était fait pour préparer une manifestation. Une seconde réunion s'est tenue, à ce sujet le 27 octobre, et il a été décidé d'organiser un grand rassemblement départemental qui se tiendra le dimanche 21 novembre, à Crozon.

Le Finistère demande que l'on s'occupe de lui, mais pour permettre une industrialisation qui donnera à sa population du travail (qu'elle est obligée d'aller chercher ailleurs pour le moment), pour attirer le plus possible de touristes, et non pas pour en faire un désert et un réduit militaire. Les Finistériens montreront, le 21 novembre, leur volonté de ne pas se laisser faire. Ils auront aussi l'occasion de le montrer le 5 décembre ; car si jusqu'ici ils ont en majorité voté pour de Gaulle (tous les députés du département, sauf deux, sont U.N.R.), ils n'en sont guère récompensés ; espérons qu'ils s'en rendront compte la prochaine fois.

Paul Tremintin.



pour  
36 F  
par  
mois

## HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS complète en 7 volumes illustrés

**La critique internationale**  
Le plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Marcure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. La Parole Libérée. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire. D'une utilité exceptionnelle. La Croix.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'Inspecteur Général Maurice Crozet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est offerte par la librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 36 F. ou 3 versements de 135 F. ou 390 F. comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Certains tomes étant en voie d'épuisement postez donc dès aujourd'hui le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE 22, rue de Grenelle PARIS 7<sup>e</sup>  
Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS. Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai  390 F. comptant  en 3 mensualités de 135 F.  en 12 mensualités de 36 F.

Nom..... Profession.....  
Adresse.....  
N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

## LES FACETIES DU SAPEUR U.N.R.

Lors du débat consacré par l'Assemblée nationale à l'examen du V<sup>e</sup> Plan, M. Fanton, jeune député U.N.R., était chargé d'expliquer le vote favorable de son groupe, toujours aussi docile aux volontés du maître.

Au cours de sa brève intervention, M. Fanton affirma, avec un superbe aplomb : « Ce débat aura eu au moins le mérite de prouver qu'en face du V<sup>e</sup> Plan, il n'existe aucune contre-proposition. »

Soyons bons joueurs, on ne reprochera pas à M. Fanton de n'avoir pas lu deux numéros de Tribune Socialiste en novembre 1964 et encore la semaine passée, où le contre-plan proposé par le P.S.U. couvrait quelques pages de notre hebdomadaire.

Constatons simplement que l'honorable parlementaire de la République nouvelle doit être atteint, sinon de cécité, du moins d'une étrange surdité ; il semble, en effet, n'avoir pas entendu la proposition d'amendement faite par Tanguy-Prigent, député P.S.U. du Finistère, qui, selon notre confrère André Ballet, du « Monde », « a présenté un amendement volumineux qui, en réalité, était un contre-projet du P.S.U. ».

Il est vrai qu'à la demande du Premier ministre, cet amendement fut réservé ; ce qui revient à dire, avec le système du vote bloqué, qu'on le précipita délicatement dans la corbeille à papier.

Et cette désinvolture révoltante se traduit, dans l'intervention finale de Pompidou, par cette phrase : « En définitive, il n'y a pas de contre-plan... »

Et voilà, au royaume des aveugles, les sourds sont rois.

## O.R.T.F. ET OBJECTIVITÉ

La Télévision française, si promptement à informer les téléspectateurs, doit être chaleureusement félicitée pour l'enquête-reportage diffusée dimanche soir, lors des Actualités télévisées.

Grâce à cette séquence, programmée à une heure d'écoute favorable (juste avant l'émission consacrée aux résultats sportifs et à l'inévitable tiercé), nous avons pu nous remémorer que le vote des femmes avait été acquis grâce à de Gaulle. C'est pour le moins ce que suggérerait l'image... Et comme cette enquête était consacrée aux femmes, après quelques interviews-prétextes, vint la conclusion où on disait, entre autres, que le sort des femmes avait toujours préoccupé le gouvernement, à preuve les efforts entrepris pour aménager les horaires de travail, développer la rapidité des

transports, augmenter les allocations familiales, animer les programmes de construction, faire voter une réforme de la législation concernant la capacité de la femme, étudier le difficile problème du contrôle des naissances...

Encore une fois, bravo ! M. Peyrefitte justifie son traitement, car à quoi servirait un ministre de l'Information, si ce n'était pas pour conditionner le pays, suivant en cela le Littré : ministre : « Celui dont on se sert pour l'exécution de quelque chose. » Et comme c'est ON qui, de plus, nomme les ministres de son choix... Comme le dit Raynal : « Les ministres, qui seront toujours les hommes du prince, tant que la nation n'influera pas dans le gouvernement, ont tous vendu leurs concitoyens à leur maître. »

## LES BOURREAUX EN CHOMAGE

C'est sous ce titre très « journalistique », convenons-en, que paraît le Bulletin de l'ambassade de Grande-Bretagne. Chacun sait, aujourd'hui, que la très traditionnelle Chambre des Lords vient de voter le projet de loi qui abolira la peine de mort en Grande-Bretagne.

Certes, on pourra objecter, que crier victoire en cette matière est un peu indécent ; il eût été préférable que la très démocratique Grande-Bretagne renoncât plus rapidement à appartenir au peloton des Européens attardés dont la France gaulliste et l'Espagne franquiste demeurent les fleurons.

Les socialistes français ne peuvent que se réjouir de voir aboutir, par-delà la Manche, une lutte qui aura duré 150 ans. Déjà en 1957, après qu'un projet abolitionniste eut échoué devant la Chambre des Lords, une loi avait été adoptée, ne maintenant

la peine de mort que pour certains crimes, en particulier l'assassinat à la suite de vol ou de viol et le meurtre d'un agent de police (les « bobbies » anglais ne portent pas d'arme).

L'actuel projet de loi, adopté à la Chambre des Communes en juillet dernier par 200 voix contre 98, a été approuvé chez les Lords par une majorité plus importante que prévue (169 contre 75).

A noter que Lord Parker, qui préside la Cour d'Appel, s'est déclaré tellement écœuré par les anomalies de la loi de 1957, que la seule solution demeurait l'abolition totale de la peine de mort. De même, les deux derniers ministres de l'Intérieur (l'un conservateur, l'autre travailliste), sur qui reposait la décision de faire ou non exécuter un homme, se sont prononcés chaleureusement pour le nouveau projet de loi.

## REUNIONS

● Lundi 22 novembre : salle du Patronage Laïque, 21 heures, 2, avenue Félix-Faure, Paris-15<sup>e</sup>

Daniel MAYER

Président de la Ligue des Droits de l'Homme, parlera sur le thème

« La Ligue et les élections présidentielles ».

● La Ligue des Droits de l'Homme vous prie d'assister samedi 13 novembre 1965, à 17 heures, Théâtre Récamier, 3, rue Récamier, Paris-7<sup>e</sup>, à la réunion d'information qu'elle organise sur

## L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Présidence de Henri Fauré.  
Exposé de Daniel Mayer.

★

● Le Comité de défense des libertés des fonctionnaires du Lot-et-Garonne, réuni à la Bourse du Travail, le mardi 26 octobre, a décidé à l'unanimité, l'organisation d'une grande réunion publique pour protester contre les mesures arbitraires prises à l'encontre de Mme Augé, professeur au lycée de filles d'Agen, suspendue par le ministre de l'Éducation nationale depuis le 18 mai dernier, mutée d'office à Montauban, en date du 23 août. Le meeting a été fixé au 14 novembre.

## NECROLOGIE

La section de Béziers a appris avec émotion le deuil qui frappe la famille de notre camarade Jacques Delhon, secrétaire fédéral, en la personne de son beau-père Jean Peyrou, décédé.

Profondément républicain, Jean Peyrou était du nombre de ceux qui, au parti radical, avaient apprécié les thèses du Président Mendès-France. Venu au P.S.U. par l'intermédiaire du Centre d'action démocratique (C.A.D.), notre camarade Peyrou avait créé et animé l'une des sections rurales de l'Hérault, la section de Portiragnes. Tous ceux d'entre nous qui l'ont approché avaient apprécié l'amabilité de Jean Peyrou, toujours prêt à se dévouer.

A ses enfants et petits-enfants et tout particulièrement à sa veuve, à nos camarades Geneviève et Jacques Delhon, qu'il nous soit permis d'exprimer ici les sentiments attristés et les plus sincères condoléances de tous les adhérents et sympathisants de la section.

Le Bureau national du P.S.U. et « Tribune Socialiste » exprimant le sentiment de tous les militants du Parti, se joignent aux camarades de Béziers pour présenter leurs sincères condoléances à notre camarade Delhon et à sa famille.

LIVRES

Une France sans paysans

Voici un petit livre de 125 pages facile et agréable à lire (1). Alors que, dans de trop nombreux cas, des textes de cette nature semblent être écrits pour un petit public de spécialistes, fort avertis des données techniques et très perméables au langage souvent esotérique des économistes, les auteurs ont réussi à dépasser les habitudes de leur propre groupe pour employer le langage de M. Toutlemonde.

Le résultat de cet effort est un livre passionnant qui explique pourquoi 150.000 paysans quittent chaque année le travail de la terre, en quoi cette migration n'est pas nouvelle et pourquoi jamais rien de sérieux ne fut tenté pour endiguer l'exode du monde rural.

En replaçant le problème paysan dans l'économie générale du pays, les auteurs exposent avec beaucoup de clarté la prise de conscience, par la population rurale, de difficultés dont la solution ne dépend pas seulement du travail effectué, mais encore de la production, de sa qualité, de sa quantité, de sa commercialisation, etc.

On peut juger en quoi les revendications continues des paysans quant à la fixation des prix ne ten-

dent qu'à modifier d'une façon parcelaire un problème beaucoup plus complexe dont les données générales abordent la limitation de la demande de produits alimentaires, la tendance à la baisse des prix agricoles, l'élargissement possible du marché, les progrès de la productivité, etc. Aussi, pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, faut-il analyser l'équilibre d'antan, à la fois technique, psychologique, sociologique, politique, afin de faire apparaître toutes les distorsions dont la découverte sera source de réflexion pour l'avenir. C'est en constatant de quelle façon les retards ont été accumulés sous l'influence néfaste de Jules Méline, l'homologue de Pisani à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'on prendra conscience des réformes de structures à effectuer. Les exemples de ce genre foisonnent dans ce livre qui se propose d'examiner les chances offertes à ceux qui demeurent agriculteurs. Je ne peux que conseiller à nos lecteurs de faire le point sur le problème paysan en compagnie des auteurs Michel Gervais, Claude Servolin et Jean Weill.

G. C.

(1) « Une France sans paysans », dans la collection Société, aux Editions du Seuil. Prix : 9,65 F.

THÉÂTRE

Variations d'Harold PINTER

Je suis le public du Théâtre Hébertot, j'ai déboursé quelque 30 ou 20 F pour prix de ma place afin de voir quelque chose, au milieu des craquements de fauteuil que lèvent périodiquement des malchanceux à qui il ne restait plus que les locations à 15 F. Donc, je viens prendre ma ration de théâtre convenable et d'avant-garde. Les bons mots, je les ai commandés à l'auteur qui connaît mes desiderata et mes goûts comme s'il m'avait fait. Les rires entendus furent au moment convenu ; un dimanche soir, venus des visons, quelques applaudissements pourront éventuellement s'y ajouter.

Causer avec sa femme de son amant sans aucune précaution oratoire ; ou

idem la maîtresse de son mari, voilà l'audace !

De ces audaces, les deux pièces d'Harold Pinter en regorgent. Selon un spectateur qui, à ma gauche, ne dissimulait pas sa joie, il s'agirait d'un théâtre acidulé. De ce théâtre, je ne raffole pas. Il marque le pas là où il faut s'esclaffer ; il fait le beau, sans verser cependant dans une grossièreté qui n'est plus de mise lorsqu'on s'adresse à un certain public. Polissage du vaudeville ! C'est une suite de bon goût, d'astuce et de finesse. Le doigté et la haute couture psychologiques !

Je serais injuste de ne percevoir dans Harold Pinter que ces facilités. Il y a autre chose, qu'une mise en

scène habile, mais délibérément axée vers la futilité et le parti pris de flat-terie, n'a guère placée en évidence. Ces variations autour de la jalouse et du dédoublement qu'elle entraîne, de la possession discrète, de la psychose intérieure servie par la tromperie ; touchent par moments à un véritable univers dramatique. Les après-midis, le mari joue à être l'amant de sa femme ; le soir, il redevient mari, c'est-à-dire terne aux yeux de sa femme, qui elle-même a quitté sa situation de maîtresse. Un beau soir, le mari tombe jaloux de l'amant qu'il est ; l'appel de l'amant chez sa femme, si l'amant est le mari et vice-versa, c'est la fin du chassé-croisé ; ou bien alors est-ce que la poursuite tragi-comique s'intériorise au niveau du même individu ? C'est plus que du dédoublement. Au lieu du cocasse pour public disposé à aller seulement jusqu'à un certain point, c'est dans cette direction révélatrice qu'il aurait fallu fouiller. Pour révéler quoi ? Harold Pinter a-t-il bien dépassé son astucieuse confrontation des époux ; ou bien demeure-t-il prisonnier d'un jeu mathématique de situations, sans véritable prolongement psychologique ? J'aurais souhaité moins de concessions, l'idée de Pinter et un authentique sens dramatique permettaient d'y songer sérieusement. J'ai rêvé de cette évocation.

Il faut également savoir goûter Harold Pinter, auteur britannique. Ce sont les tasses de thé, les belles couleurs, la fraîcheur, le douillet, la futilité de ce qui n'est pas gadget mais

jolie chose, le théâtre en chocolat, en pincettes, en demi-teintes. Les descendants du boudoir, les stores et les meubles qui imitent avec aisance l'ancien et dominent le confort moderne. Les pas feutrés, les chats blancs, les coups de téléphone en coton, la lumière lisse, les magazines, les portes qui s'ouvrent et se ferment sans arrêt mais sans claquer. Des propos qui ne disent rien que le commun le plus ténu, des conversations sans importance, précises comme du nouveau roman ; les montages de mensonges que l'on gravit par plaisir. Les coquets décors de François de Lamoignon et la fine mise en scène de Claude Régy y parviennent merveilleusement ; sans avoir su atteindre ce quelque chose de plus essentiel qui est contenu dans un univers banal mais vivant.

Les acteurs sont dans la peau de leur mécanique. Poupées-enfants qui ne rationnent pas le clin d'œil. Delphine Seyrig toujours enveloppée dans son personnage de Marienbad.

Jolie. Langoureuse. Muette et pourtant remontée. A la voix sensuelle d'un beau cassé dramatique. Bernard Fresson, jeune premier et jeune lutteur. Est-ce bien un monde qui lui convient ? Michel Bouquet, narquois, sévère, excellemment inutile. Jean Rochefort qui en remet, mais sait le faire. A sa place dans le mauvais cinéma français actuel, mais capable d'une gravité dans le futile, ce qui sied aux postérités inquiétantes du vaudeville.

C. G.

La Collection, L'Amant, d'Harold Pinter, au Théâtre Hébertot.

Profitez des avantages exceptionnels garantis pendant 15 jours seulement par la LIBRAIRIE PILOTE pour l'achat à crédit de la plus belle bibliothèque de classiques d'hier et d'aujourd'hui

## LA PLÉIADE

représente, par rapport aux anciennes collections, un progrès comparable à celui du microsillon et une économie de place et d'argent analogue. L'emploi d'un papier "bible" extrêmement mince, inaltérable et opaque lui a en effet permis de réunir en un seul volume relié cuir, dos orné or véritable, des textes jusqu'alors publiés en 6 à 10 volumes sur papier ordinaire, comme un seul disque 33 t. remplace plusieurs 78 tours. Et pour apprécier le soin apporté au choix des ouvrages et à l'établissement des textes, il suffira de rappeler que la Pléiade est publiée par les éditions GALLIMARD, qui ont révélé la plupart des classiques du XX<sup>e</sup> siècle.

C'est d'ailleurs la seule collection où ces classiques : Claudel, Gide, Proust, Saint Exupéry, Camus, etc... figurent à côté d'Homère, de Shakespeare, de Racine ou de Balzac. Ainsi la Pléiade est en même temps la collection la plus complète, la plus élégante, la moins encombrante et la moins coûteuse. Elle groupe actuellement 220 auteurs et comporte 1400 titres en 178 volumes.

Tout ami des livres rêve d'avoir chez soi cette célèbre collection. Pour lui permettre de réaliser ce rêve et de recevoir chez lui ces beaux volumes, franco et avec droit d'examen et de retour, LA LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris, lui enverra, au reçu du bon ci-dessous, une documentation gratuite en couleurs et lui fera connaître les conditions exceptionnelles qu'il lui est possible de garantir pendant 15 jours seulement.

**BON** pour une documentation gratuite sur La Pléiade, à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup> (LIT. 63-79).

Nom.....  
 Profession.....  
 Adresse.....  
 N° C.C.P. ou bancaire..... T.S. 11

De nouveaux chefs-d'œuvre des éditions

pour 29 F par mois avec droit de retour

## LA PEINTURE ITALIENNE DES PRIMITIFS A MODIGLIANI

"L'Italie vit naître tant de peintres, qu'elle parut enfanter la peinture", écrit Elie Faure dans sa fameuse Histoire de l'Art. Aussi, dans le patrimoine culturel de l'humanité, l'Italie tient-elle pour la peinture la place que tient, par exemple, l'Allemagne pour la musique : la première.

Les tableaux célèbres de : Giotto, Fra Angelico, Mantegna, Botticelli, Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange, Corrège, Le Titien, Véronèse, Le Caravage, Tiepolo, Canaletto, Chirico, Modigliani, et de cent autres font l'orgueil des musées du monde entier. Pour réunir tous ces chefs-d'œuvre et permettre à chacun de les contempler à loisir, il fallait un chef-d'œuvre de l'édition. C'est le célèbre éditeur suisse SKIRA, dont le nom est synonyme de haute qualité artistique, qui a réalisé cette entreprise particulièrement délicate, certains tableaux anciens recouverts d'un vernis épais donnant d'ordinaire à l'impression une image faussement jaunie.

Près de 300 reproductions en couleurs, si fidèles qu'on s'étonne parfois de ne pas sentir sous le doigt le grain de la toile, si nettes qu'elles révèlent des détails que l'éloignement (fresques de la Chapelle Sixtine) ou la patine du temps cachait à notre admiration, illustrent les trois magnifiques volumes grand format 24 x 35 reliés pleine toile, sous jaquettes en couleur, qui retracent, sous la plume magistrale de Lionello Venturi, l'histoire du plus merveilleux épanouissement artistique qu'aucun pays ait jamais connu.

Vous en jugerez vous-même en demandant à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, de vous envoyer une documentation gratuite ou mieux, les volumes eux-mêmes, pour examen, franco avec droit de retour dans les cinq jours. Vous ne courez ainsi aucun risque et vous serez sûr, en mettant dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous, de bénéficier des conditions exceptionnelles que peut vous garantir pendant 15 jours la Librairie PILOTE en vous offrant l'ensemble des trois volumes contre 12 mensualités de 29 F (ou 3 de 108 F ou 315 F comptant).

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, PARIS-7<sup>e</sup>, (valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser pour examen gratuit la PEINTURE ITALIENNE en trois volumes. Si je ne vous renvoie pas dans les cinq jours les trois volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai :  en 12 mensualités de 29 F  en 3 mensualités de 108 F  comptant : 315 F.

Je préfère que vous m'adressiez seulement une documentation gratuite sans engagement de ma part.

Nom..... Profession.....  
 Adresse.....  
 Signature.....  
 N de C.C.P. ou bancaire..... T.S. 11

# L'AJOURNEMENT DU SECOND BANDOENG: DES DÉFINITIONS NOUVELLES

**A**u lendemain de l'ajournement *Asine die* du second Bandoeng, nous aurions pu tirer les premières conclusions d'un événement aussi important. Les hypothèses couramment avancées pouvaient être retenues, elles se réfèrent pour la plupart à l'actualité immédiate : conflit indo-pakistanaï, crises en Indonésie, en Rhodésie, controverses autour de l'attitude chinoise... On a été également jusqu'à prétendre que l'afro-asiatisme était mort, et que par voie de conséquence la notion « d'impérialisme » n'avait plus de sens, sinon dans la bouche des démagogues. Bref, le tiers monde a déçu, il ne fait plus recette, pour beaucoup, il est enterré : pour quelques-uns cependant, on retient qu'une nouvelle phase est abordée. Nous aimerions appartenir à cette catégorie. C'est pourquoi, délaissant volontairement les impératifs de l'actualité, nous n'avons pas voulu limiter l'analyse à l'événement de l'ajournement. Car, au point où en sont les problèmes, que la conférence ait lieu ou non, cela ne revêt pas une importance exagérée. Nous sommes désormais en présence de problèmes de fond ; dans quelque sens que soit, les assises n'y auraient rien changé. Il convient d'estimer avec précision la portée d'une conférence, de ne pas en attendre plus qu'elle ne peut apporter, de ne pas considérer son report comme un signe de faiblesse ou de force ; il importe d'aborder les structures nouvelles qui se profilent derrière une actualité éphémère. Le présent article ne prétend pas épuiser le sujet, puisse-t-il susciter chez les lecteurs et les militants une contribution à une réflexion neuve et désormais nécessaire.

## Des pays neufs, différents, ayant le sous-développement en commun

**L**e tiers monde légendaire disparaît réel. La légende, c'était des nations qui se libéraient, parfois les armes à la main, de puissances coloniales connues, et ne se dissimulant pas de l'être. Aujourd'hui, sauf pour le bastion de l'apartheid (un ensemble dispersé de petits territoires (îles, enclaves, etc.), nés des irrationalités de la conquête, sinon de celles de la géographie ; toutes les anciennes dépendances coloniales sont nommément indépendantes : un annuaire de l'O.N.U. le prouverait. Précisément, l'afro-asiatisme, ce fut d'abord une définition nationale, alors totalement basoquée par un monde développé qui se croyait unique. En 1965, il est évident que l'afro-asiatisme, sauf pour désigner une entité de pays d'ailleurs différents, ne recouvre pas un sens particulier, et encore moins mobilisateur. L'afro-asiatisme, au niveau des hommes qui vivent dans son ère, quelle différence avec ce qui se passe en Amérique latine ? La réalité du sous-développement, qui est en premier lieu une réalité économique, avant d'être sociale et culturelle, devient un concept autrement plus significatif que l'afro-asiatisme. La conférence de Genève sur le commerce mondial avait tout naturellement débouché sur cette dimension. Dernièrement, des conférences de ce type, mais plus limitées, ont porté sur des sujets très particuliers, mais essentiels : le commerce du sucre, du cacao, du café, etc. D'un côté, les consommateurs ; de l'autre, les producteurs. A tout propos, il apparaît que le sous-développement est le seul élément commun à la totalité du tiers monde : cet argument de poids peut-il susciter une politique commune, des tactiques, des stratégies élaborées et menées conjointement, des alliances ? L'ajournement du second Bandoeng s'ouvre sur cette interrogation essentielle. L'intérêt, au sens le plus immédiat, peut favoriser un tel regroupement ; de même qu'il peut s'y opposer. Les autres clivages ne peuvent découler ou aboutir qu'à cette identification préalable. Les obstacles sont de deux ordres : d'une part, le tiers monde en tant que tel ne surmontera-t-il pas les épreuves de ses contradictions et de ses divisions. Cela semble être actuellement le cas ; mais cela peut n'être que provisoire, comme l'éclatement de contradictions ayant atteint leur paroxysme. La paix mondiale, à la fois en dépend et le permet. D'autre part, les pays industrialisés, développés, favoriseront-ils une telle convergence ? S'ils l'acceptaient, plus ou moins contraints, ou poussés par des motifs divers, cela constituerait un facteur important pour la constitution de l'accumulation primitive qui demeure toujours l'étape première sur le chemin du « décollage ». Après dix ans, aucun pays du tiers monde ne paraît l'avoir atteinte.

Si l'on ne se paye pas de mots, c'est à de telles notions qu'il faut s'arrêter ; essayons de les approfondir.

## Un nationalisme-nécessité et un nationalisme-obstacle

**Q**UELLES sont les contradictions internes et les divisions réelles du tiers monde ? Si le néo-colonialisme ou l'impérialisme existent, il ne faut cependant pas que ces politiques deviennent aux yeux des dirigeants et des masses du tiers monde l'alibi fourre-tout, et qui expliquerait, voire justifierait chaque soubresaut. Sinon, ce serait leur reconnaître une emprise que ni le néo-colonialisme, ni l'impérialisme n'ont ; poser le monde « développé » comme responsable de toutes les difficultés, ce serait dénier les effets positifs de la décolonisation. Sinon, ce serait ne pas se rendre compte de l'évolution interne du tiers monde, au profit des mythes et de leur magie. En un mot, au-delà de ses spécificités, le tiers monde a ses lois. Il faut les découvrir. En premier lieu, que signifie le concept de « nationalité » pour les pays du tiers monde ? La décolonisation s'est faite au nom de l'indépendance conçue avant tout dans le nationalisme. Il y a là des réalités trop vite négligées, y compris par bon nombre de dirigeants du tiers monde qui affectent d'avoir dépassé le stade du nationalisme. Certes, l'indépendance du tiers monde a été acquise à un moment où l'Europe et l'Amérique du Nord s'apprêtaient à transcender le cadre des anciens nationalismes étroits pour déboucher sur des regroupements commandés par la géographie et des objectifs « idéologiques ». Le mouvement des nationalités du tiers monde ne s'est pas déroulé dans l'atmosphère qui fut celle du XIX<sup>e</sup> siècle européen. Reposant souvent sur des divisions internes pré-étatiques et sur les divisions arbitraires, mais devenues historiques, de la conquête coloniale, il devait opter dès le départ pour un dépassement : l'objectif de la supranationalité. Ce fut du moins le cas pour l'Afrique. Néanmoins, des nationalismes demeurent, de même nature que ceux que nous avons connus dans l'histoire : fondés sur des intérêts économiques, mais aussi sur des clivages raciaux, féodaux, religieux ; clivages d'autant plus importants pour un monde encore peu touché par le moule du rationalisme technique (à qui il serait vain d'accorder toutes les vertus, nous en savons quelque chose). En 1955, de telles réalités paraissaient secondaires, restaient virtuelles ; aujourd'hui, elles sont prépondérantes et ce sont elles qui se sont heurtées à Alger. L'avenir de ces nationalismes n'est pas donné, car il dépend pour beaucoup de la manière dont sera amorcé le recul du sous-développement. Le nationalisme repose très souvent sur la pauvreté, expression des nouvelles bourgeoisie au pouvoir et particulièrement des couches militaires ; dans quelle mesure les ententes internationales ayant pour base la notion de sous-développement vont-elles contrecarrer les tentations du nationalisme ?

## Les masses du tiers monde : futurs gestionnaires ou futurs consommateurs

**D**ANS cet affrontement, c'est en grande partie l'orientation des larges masses qui sera déterminante : paysans majoritaires, prolétariats industriels encore minoritaires, jeunes intellectuelles et techniciennes. Leur volonté et la poussée démographique imposent la rupture du cercle vicieux de la pauvreté. La pratique des partis uniques, la nature de l'information, l'absence d'instruction, la diffusion massive à l'aide des moyens audiovisuels de valeurs mélangeant l'Occident et le style des élites au pouvoir, la faiblesse des mouvements révolutionnaires, leurs divisions, les conséquences de la scission sino-soviétique, la complexité croissante des problèmes, etc., ce faisceau de données actuelles constitue autant d'obstacles au rôle actif et à la promotion des masses. En 1955, on a pu faire Bandoeng au nom des masses, les mythes étaient progressistes ! Aujourd'hui, les masses sont encore bien à Pécart, mais il est difficile de les ignorer. Il serait intéressant — mais, à ma connaissance, personne ne s'est livré à une telle enquête — de connaître « scientifiquement » la réaction populaire aux grandes rencontres du tiers monde et de savoir dans quelle

mesure celles-ci sont considérées comme émanant de la volonté de la base, comme lui paraissant utiles ou, au contraire, imposées dans l'indifférence. En tout état de cause, les prochaines décades verront probablement l'individualisation des masses du tiers monde s'accroître. Cette échéance inévitable peut se faire dans un cadre gestionnaire, démocratique et actif ; ou bien l'hypothèse n'est pas à écarter, sous la forme de l'accession au rang des consommateurs, comme dans le monde industrialisé, sous l'influence des mêmes modèles et conditionnements des critères de la consommation de masse.

## Le néo-colonialisme : nouveaux aspects, ses contradictions, ses limites

**I**l reste à analyser à propos des dé-mêlés du second Bandoeng les relations avec le monde « développé ». Reprendre le problème. Quel est le visage exact de l'impérialisme ? Qu'entend-on précisément par néo-colonialisme ? En 1955, la tutelle coloniale, c'était clair : une présence étrangère et une domination politique qu'il fallait éliminer. Aujourd'hui, rien ne saurait dispenser d'une recherche rigoureuse qui doit servir sur le terrain de l'action. En plus des anciennes puissances coloniales traditionnelles et des U.S.A., viennent s'ajouter des données nouvelles découlant de l'aide de l'U.R.S.S., des pays de l'Est et de la Chine. Qui aide qui ? Comment ? Pourquoi ?

Dans une des meilleures études publiées récemment, sur la question, un marxiste pakistanaï (1) aboutit aux conclusions suivantes : l'exportation des capitaux, notamment outre-mer, n'est pas le principal facteur qui a contribué à maintenir la dynamique du capitalisme, après la seconde guerre mondiale (dans l'optique d'une nouvelle analyse du capitalisme, Hamza Alavi cite l'armement, les nationalisations, la révolution technologique, le gaspillage, l'augmentation des salaires réels et l'apparition par là même de nouveaux consommateurs ; tout cela sans réduction pour autant du taux de profit, etc., mais là n'est pas notre propos). Non décisive pour les pays industrialisés, néanmoins, l'exportation de capitaux augmente, privés ou sous forme d'aide publique. Mais les raisons de cet accroissement ne sont plus fournies par les anciennes analyses. Il s'agirait, dans la poursuite du développement de la production métropolitaine, d'étendre des marchés pour l'écoulement des produits nationaux. On recherche surtout, sous une forme ou sous une autre, à créer des filiales de maisons mères, dont les liens avec le centre sont multiples. Quant à l'aide proprement dite, un auteur récent (2) soulignait à quel point elle était en réalité obérée par le système, mal connu, de ses remboursements. Dans son dernier rapport sur l'économie européenne en 1964, l'O.C.D.E. insistait très nettement sur « l'absorption, par ces amortissements croissants, de l'aide antérieure ». Il reste néanmoins que l'apport extérieur n'est pas sans conséquences positives ; quels que soient les conditions désavantageuses, les gaspillages et les déperditions, des richesses sont créées dans le tiers monde à partir de l'aide financière étrangère, notamment des pays capitalistes. On doit donc tenir compte de cette participation, il serait nécessaire de l'amender ; mais on ne saurait l'assimiler, sans tenir compte des changements intervenus, à ce que fut l'ancienne domination coloniale. Changements intervenus également sous l'effet des contradictions apparues aussi bien dans le bloc occidental que dans le bloc communiste. Pour exemple, le second Bandoeng n'aurait pas pu ne pas distinguer la politique britannique actuelle de celle de la France ; de la même manière, le problème chinois quitte sa seule auréole de modèle révolutionnaire pour être perçu sous l'angle d'une puissance qui a, comme d'autres, des impératifs diplomatiques des tactiques. De même que du seul point de vue objectif le bloc du sous-développement existe, de même il existe un bloc du « développement » qui englobe tous les pays industrialisés disposant de larges possibilités. Mais une telle vision, comme dans le premier cas, ne résiste pas à la conception monolithique. A l'intérieur du monde développé, des clivages existent, anciens, nouveaux, en fonction d'options idéologiques différentes, en fonction d'intérêts divergents

et de contradictions. Ajoutée aux nouveaux modes d'intervention économique, une telle remarque justifie bien la nécessité de reconsidérer ce que l'on ne saurait plus appeler, sans de nouvelles précisions, les pays développés, l'Europe, l'impérialisme, l'aide des pays socialistes, etc. Une conférence du tiers monde, pour être efficace, sinon pour se tenir, devra couronner ces nouvelles réflexions. Actuellement, celles-ci sont posées plus ou moins nettement, mais les réponses n'ont pas encore été aménagées.

## La guerre du Vietnam : un test pour le tiers monde

**A** travers les conversations d'Alger, le conflit du Vietnam a pris une dimension plus précise. Les pays du tiers monde souhaitent, dans leur majorité, que cette guerre prenne fin. Les réactions d'une opinion publique très sensibilisée, une solidarité instinctive évidente, le sentiment que la puissance américaine, par les destructions qu'elle provoque, ne fait qu'accroître la misère au lieu de la combattre ; autant de raisons pour refuser la perpétuation d'hostilités, au demeurant sans fin. Et c'est bien là tout le problème. Comment les pays du tiers monde peuvent-ils peser en faveur d'une solution négociée ? On aborde ainsi les méthodes, les possibilités et les objectifs diplomatiques. Sous cet angle, il est clair que les pays du tiers monde ne suivent pas et la diplomatie de la Chine et les objectifs « idéologiques » que cette dernière prétend servir. C'est ce que Pékin a compris et c'est pourquoi une certaine rupture a pu s'opérer, Alger n'ayant été que l'occasion. Cela ne signifie pas que les pays du tiers monde admettent l'intervention américaine. Cherchant des appuis à Moscou et à Paris, le tiers monde, plus ou moins globalement, tend à prendre une position « neutraliste » entre Washington et Pékin. L'aide alimentaire des Etats-Unis ne saurait ici tout expliquer ; car au-delà des intérêts immédiats, il faut considérer une telle position comme reflétant des aspirations réelles. S'agit-il d'une capitulation devant les Etats-Unis ? La méfiance vis-à-vis de Pékin reflète-t-elle les conceptions confuses et souvent réactionnaires des dirigeants de la plupart des pays du tiers monde ? Il y a sans doute du vrai dans ces remarques ; mais on doit être persuadé que l'attitude du tiers monde correspond en définitive à quelque chose de plus profond. Ne serait-ce pas que le conflit du Vietnam, lourd de menaces mondiales, n'a pas encore pris une direction suffisamment tranchée pour qu'une solution également nette se dessine ! Est-ce Pékin et Washington qui s'affrontent tragiquement sur le dos des Vietnamiens ? Auquel cas, à l'image de celle de Moscou, la réserve du tiers monde est certaine ! Est-ce le capitalisme le plus puissant qui s'oppose à l'émancipation du tiers monde, notamment de l'Amérique latine, en cherchant à prouver, par l'exemple du Vietnam, que les U.S.A. ne sont nullement « un tigre de papier » ? Auquel cas, la solidarité du tiers monde ne peut que s'affirmer, car c'est lui-même qu'ainsi il défend ! Est-ce un conflit proprement limité à l'Asie du Sud-Est, qui n'a jamais réussi à trouver son équilibre depuis 1945 et qui est considéré par les Etats-Unis comme le lieu privilégié du « containment » du communisme (puisqu'il s'agit du communisme chinois) ? Auquel cas, c'est à l'Asie du Sud-Est qu'il appartient en premier lieu de répondre ; les exemples de l'Inde, du Pakistan, de l'Indonésie dénotent le trouble, non surmonté, causé par une telle situation ! En tout état de cause, le conflit du Vietnam recouvre toutes ces interprétations et quelques autres. Ce qui sera décisif, c'est la manière dont le conflit se développera, dans les prochains mois, selon qu'il se concentrera autour de l'un de ces aspects. Ira-t-on alors vers une aggravation de l'escalade ou, au contraire, vers une ouverture de paix ? Le Vietnam marquera un tournant, tant que ce tournant n'est pas définitivement pris, le second Bandoeng ne pouvait se tenir valablement. Pour le tiers monde, la guerre du Vietnam est bien un test, auquel une réponse ne saurait tarder à être donnée. Elle sera décisive quant à l'évolution du tiers monde.

Claude Glayman.

(1) Hamza Alavi : « Le nouvel impérialisme » dans le numéro 219-220 des « Temps Modernes ».

(2) Pierre Jalé : « Le pillage du tiers monde », François Maspérot.